

# opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

DANS CE NUMERO

- LETTRE DE BONN (p. 1-3)

Hostilité au Plan Mansholt

*already in file*

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (p. 4-8 C)

Un accord agricole boiteux; Avant la réunion des Ministres des Affaires Etrangères; Aménagement du Plan Mansholt; La situation économique de la Communauté; Visite à Bruxelles de M. Van Lennep; Annuaire "Comptes Nationaux 58-68"; Vers des accords avec l'Algérie et le Liban; La Conférence tripartite sur l'emploi; Le memorandum allemand sur Euratom.

- ETUDES ET TENDANCES (p. 9-13)

Quelle politique méditerranéenne pour la CEE ?

par Arié Dagan (Bruxelles)

*already in file*

- EUROFLASH (p. 14-40)

Sommaire analytique, p. 14

Index alphabétique, p. 49

N° 560 - 21 Avril 1970

100 Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16<sup>e</sup>

## L E T T R E   D E   B O N N

Bonn. - Le flot de lettres de protestations, voire de menaces adressées par le paysannat allemand à la Commission de Bruxelles est en voie d'apaisement. La phase de l'opposition bruyante semble ainsi dépassée, au moins pour l'instant, et le débat qui se poursuit entre la Confédération des Agriculteurs allemands et Sicco Mansholt, vice-président de la Commission chargée de la politique agricole commune, se situe désormais sur un plan technique.

Avec une réserve importante cependant. En effet, les dirigeants de la Confédération continuent à reprocher à Mansholt de passer par dessus leurs têtes pour s'adresser directement à leurs troupes, et ils soulignent à cet égard que l'on n'a jamais vu un homme politique allemand aller faire campagne en Italie en faveur de la réglementation vinicole en vigueur en République Fédérale, ou en Belgique en faveur de la TVA. Ils estiment donc que le néerlandais Mansholt abuse de sa position et jette de l'huile sur le feu au lieu d'encourager chez ses auditeurs la prise d'une conscience réaliste de la situation de l'agriculture allemande au sein du Marché Commun.

Cet état d'esprit ne fait d'ailleurs pas que refléter le refus du Plan Mansholt de réorganisation de l'agriculture européenne. Il traduit aussi la méfiance assez générale ressentie ici dans les milieux agricoles à l'endroit de la politique de la Communauté. Or un tel climat constitue une donnée de politique intérieure non négligeable. On s'en sert dans les trois partis représentés au Bundestag pour défendre et promouvoir des conceptions bien précises en matière agricole. Bien entendu, personne ne se sent visé par le jugement de l'éminent agronome allemand Niehans, pour qui "la politique agricole moderne se situe à mi-chemin entre l'utopie et la faillite". Ce jugement, on ne l'applique qu'aux projets mûris à Bruxelles.

Pourtant, en dépit de cette attitude absolument négative en apparence, divers indices laissent penser que les idées force sur lesquelles s'appuie le Plan Mansholt commencent à trouver des échos favorables. Schématisé à l'extrême, ce plan repose en effet sur la constatation suivante : trop d'agriculteurs produisent trop de biens alimentaires dans des exploitations trop nombreuses et trop petites. Par ailleurs, la plupart des agronomes allemands donnent raison à Mansholt lorsque celui-ci affirme que le coût du système tel qu'il fonctionne actuellement chez les Six sera intolérable d'ici dix ans. De fait, l'évaluation qui en est généralement donnée - \$ 10 milliards environ - est propre à hérisser n'importe quel homme politique.

Cela étant, on se refuse à accorder quelque crédit que ce soit à l'affirmation de Mansholt selon laquelle près de la moitié des paysans de la Communauté devrait quitter la terre dans les dix ans à venir - affirmation qui a d'ailleurs valu à son auteur le sobriquet de "flingueur de paysans".

Pour ce qui est de l'exploitation type telle que les contours en sont dessinés par le vice-président de la Commission, ce n'est pas seulement le scepticisme que suscite son image, mais une hostilité déclarée. D'après Mansholt en effet, cette exploitation devrait avoir une superficie cultivable de 80 à 120 hectares, posséder un troupeau de 40 à 60 vaches pour le lait, un élevage de 120 à 200 bovins et de 450 à 600 porcins pour la viande, un parc de 100.000 poulets pour la volaille et une basse-cour de 1.000 poules pondeuses.

On estime ici que ce modèle est totalement en marge des réalités allemandes; qu'il risque de conduire à la formation de kolkhozes de type soviétique ou de coopératives de production analogues à ce qu'elles sont en RDA; que la preuve a été administrée de longue date de la baisse de rendement résultant immédiatement de tout dépassement dans les exploitations d'une dimension optimale qui se situe assez loin de celle fixée par Mansholt. Au surplus, le plan de celui-ci, pour être mis effectivement en oeuvre, réclamerait de la part de l'Etat fédéral non seulement une sévère - et donc inacceptable - contrainte sur le paysannat, mais encore des investissements dont le montant astronomique ne pourrait jamais avoir aucune justification politique.

Assez inexplicablement, Bruxelles s'est jusqu'ici montré incapable de réfuter de manière convaincante l'argumentation sur laquelle se fonde ce procès d'intentions, et de faire ainsi table rase des diverses contre vérités qu'elle comporte. Cette carence est d'autant moins compréhensible que les projets de la Commission ont souvent reçu un accueil assez positif de la part de ceux des jeunes agriculteurs qui sont particulièrement ouverts aux nécessités de la rationalisation.

En réalité personne ne peut, de bonne foi, mettre en doute le caractère indispensable d'une transformation fondamentale des structures agricoles. C'est ainsi notamment que lors d'un récent débat au Bundestag sur le Plan Mansholt, le Ministre de l'Agriculture, Joseph Ertl, a pu, sans soulever la moindre protestation, esquisser un "modèle d'exploitation 1980" qui se rapproche singulièrement du modèle Mansholt. De même, le Ministre n'a pas caché qu'il fallait s'attendre, à moyen terme, à la migration de 50 % de la population paysanne, venant chercher meilleure fortune dans d'autres secteurs économiques. Enfin il a laissé entendre que seule une évolution dans cette direction permettrait de réaliser en République Fédérale une politique de nature à combler le retard pris par l'agriculture en matière de revenus au regard de l'ensemble de l'économie.



Il est vrai que sur cette question précise de l'infériorité des revenus agricoles, l'opinion est loin d'être unanime. Pour la simple raison que les statistiques sur lesquelles on raisonne ne représentent, par définition, que des moyennes, c'est-à-dire qu'elles rassemblent pêle-mêle exploitations hautement productives et exploitations marginales. Ce qui ôte évidemment une grande part de signification au résultat global.

Les deux principes de base sur lesquels la Confédération des Agriculteurs aussi bien que le gouvernement fédéral entendent fonder leur action peuvent se formuler de la manière suivante : (1) poursuivre la rationalisation de la production agricole en poussant à la transformation des petites unités en entreprises plus vastes et plus rentables; (2) maintenir vivace et dans toute sa diversité l'exploitation de type familial.

Dans ces conditions, il est clair que l'un des points clefs de l'action à venir sera l'aide au développement des exploitations qui, tout en étant rentables, ne sont pas suffisamment vastes pour employer à plein temps la totalité des membres de la famille qui en assure la gestion. Il arrive alors que cette famille recherche un surplus de revenu dans des occupations complémentaires, ce qui ne va pas sans un incontestable gaspillage économique. Pour supprimer cette cause de gaspillage, il faut modifier la structure de l'exploitation de telle sorte que la distribution du travail y soit rationalisée, avec pour résultat de faire de cette exploitation un élément parfaitement intégré dans une économie hautement développée.

En revanche, il existe des exploitations que caractérise une nette insuffisance de rendement. Pour leurs exploitants, la recherche d'occupations complémentaires ne vise pas l'obtention d'un surplus de revenus, mais répond à la nécessité de se procurer un revenu vital. Cette catégorie d'exploitations, outre qu'elle constitue un élément d'irrationalité dans l'économie nationale, est évidemment incompatible avec le développement du marché commun agricole. Il faut donc que la famille qui l'occupe soit aidée dans son indispensable conversion à d'autres activités.

Sicco Mansholt s'est efforcé de rapprocher ses vues de ces deux principes. A l'occasion d'une récente réunion à Berlin, il a souligné qu'en vertu d'assouplissements à son plan, la politique agricole commune tiendrait largement compte, dans les réformes de structures qu'elle préconise, de la distinction faite en République Fédérale entre exploitations susceptibles de devenir hautement productives au prix de légères retouches de structures et exploitations marginales en quelque sorte par vocation. Aux yeux des dirigeants agricoles allemands, cet effort de rapprochement reste cependant insuffisant, car c'est sur l'esprit même des réformes qu'il s'agit d'opérer que persiste un différend, comme nous le verrons dans une prochaine Lettre.

## LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

UN ACCORD AGRICOLE BOITEUX .- Les six Ministres de l'Agriculture ont sérieusement préparé la semaine dernière la décision qui aura dû être prise le 21 avril à Luxembourg, au cours de leur session commune avec les Ministres des Affaires Etrangères, à propos de l'organisation du marché commun du vin.

Finalement, les délégations ont trouvé un biais pour esquisser la querelle juridico-politique née de la position allemande sur l'harmonisation des pratiques oenologiques. En raison de la position très tranchée de ses viticulteurs, Bonn voulait conserver, malgré les décisions communautaires, sa propre réglementation de fabrication du vin, et, à cet effet, demandait l'application de la procédure de la Directive plutôt que celle du Règlement. La solution retenue consiste bien à mettre en oeuvre un Règlement, mais en prévoyant au profit de la République Fédérale certaines dérogations. Ce n'est à tout prendre qu'un tour de passe-passe. Encore doit-on reconnaître que cette méthode peu orthodoxe n'aura pas de conséquences économiques très graves du fait de la faiblesse de la production vinicole allemande par rapport à celles de la France et de l'Italie.

Ce Règlement de base doit être doté des Règlements d'application essentiels au fonctionnement pratique de l'organisation de marché. Les Ministres de l'Agriculture ont donc décidé d'arrêter les prix d'orientation et d'intervention - fondement du système intérieur - ainsi que les prix de référence, dont dépend la protection vis-à-vis des pays tiers. Leurs experts se sont attelés à la rédaction des textes nécessaires, et l'on avait bon espoir ici, en fin de semaine, que le Conseil parviendrait enfin à un accord, puisque de celui-ci dépend l'achèvement de la Communauté (c'est-à-dire le système définitif de financement de l'Europe verte) et la suite du calendrier européen - notamment la négociation d'élargissement.

AVANT LA REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES.- Cette réunion a lieu les 20 et 21 avril à Luxembourg et l'ordre du jour prévoit en premier lieu le règlement de la question de l'organisation du marché commun du vin. Le Conseil a également été saisi d'un document de la Commission sur la politique conduite par la Communauté en matières d'accords préférentiels et d'associations. Ce texte fait suite aux attaques subies par la CEE depuis quelques semaines, notamment au GATT. On ne pense pas cependant que le Conseil puisse déjà tenir un débat d'ensemble sur cette question. C'est pourquoi il est vraisemblable qu'il ne donnera pas son approbation définitive aux accords préférentiels conclus avec l'Espagne et Israël. Le gouvernement de Tel Aviv n'a d'ailleurs pas encore donné son accord au préambule de son Traité avec la CEE. Il faudra donc en reparler au cours d'une prochaine session.

Par ailleurs, plusieurs heures doivent être consacrées à la préparation de la base commune prévue pour la négociation d'élargissement. On suppose ici que les discussions pourront aller à leur terme

à propos de deux sujets au moins : la période transitoire et les problèmes relevant de la CECA. En revanche, les autres questions ne paraissaient pas encore mûres, sauf peut-être les affaires économiques et financières. En la matière, il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une position commune de négociation, mais plutôt de la volonté de marquer que le problème devra être approfondi au cours de la négociation elle-même.

Au cours du déjeuner qui les réunira le 20 avril sur l'invitation de Pierre Harmel leur président en exercice, les Ministres aborderont les questions institutionnelles soulevées par l'élargissement, et ils auront notamment un échange de vues sur l'affaire de la nouvelle Commission qui doit entrer en fonction le 1er juillet prochain. Mais, dans ce domaine, tout dépend, dans un premier temps, de la position de l'Italie à qui revient en principe la présidence de l'institution communautaire.

Enfin le Conseil, sur proposition de la Commission, doit se mettre d'accord sur le texte d'une résolution relative à la politique industrielle. Il s'agit en quelque sorte de programmer précisément les travaux à entreprendre à la suite des suggestions faites par la Commission dans son dernier memorandum.

AMENAGEMENT DU PLAN MANSHOLT. - La Commission a eu la semaine dernière une première discussion sur les propositions formelles qu'elle doit présenter, comme suite du Plan Mansholt, à propos des réformes de structures agricoles dans la Communauté. Ces propositions seront transmises aux Six dans les prochaines semaines; et elles doivent permettre aux Ministres de l'Agriculture d'avoir un débat d'ensemble, avant l'été, sur les prix agricoles et les "mesures d'accompagnement". Dans la rédaction de ces propositions, la Commission doit tenir compte de toutes les remarques et suggestions qui ont pu être faites, tant par les gouvernements que par les organisations professionnelles, depuis un an, c'est-à-dire depuis que le Plan Mansholt a vu le jour.

Les mesures suggérées par la Commission seront regroupées sous deux chapitres : (1) mesures en faveur du "départ" de l'agriculture : affectation de terres au reboisement et indemnité pour cessation d'activités agricoles. (2) mesures en faveur de ceux qui resteront dans l'agriculture : agrandissement des superficies des exploitations, encouragement à la location de terres à long terme, modernisation des exploitations, encouragement à la production de viande bovine.

La Commission a également pris la décision de demander à la République Fédérale de modifier le projet de loi qui va être soumis au Bundestag et qui prévoit des aides aux paysans pour compenser les pertes subies à la suite du maintien des prix agricoles européens, malgré la réévaluation du mark. En effet, le Conseil avait décidé d'autoriser Bonn à accorder à ses paysans une subvention de DM 1,7 milliard pendant trois ans. Or le texte de ce projet de loi ne permet pas d'être certain que ce plafond ne sera pas dépassé. Il convient donc, selon la Commission, que ce projet soit doté des précisions nécessaires. Au cas où le plafond serait dépassé, les aides supplémentaires à l'agriculture ne seraient pas compatibles avec le Traité de Rome.

Par ailleurs, la Commission a transmis au Conseil un aide-mémoire relatif au § 16 du communiqué de La Haye touchant la jeunesse

et l'université. Elle y indique que des initiatives devraient être prises par la Communauté dans deux domaines : formation scolaire et activités extra-scolaires. Elle est d'avis qu'une concertation régulière entre Etats membres, par exemple au sein d'un comité permanent, devrait être instaurée à propos des problèmes de jeunesse et d'éducation. Elle rappelle par ailleurs que le premier colloque européen de la jeunesse aura lieu à Bruxelles les 12, 13 et 14 juin. Cette réunion a été précédée par six pré-colloques dans les différents Etats membres.

VERS DES ACCORDS AVEC L'ALGERIE ET LE LIBAN. - La Commission a adopté deux textes dans lesquels elle se prononce en faveur de l'ouverture de négociations avec l'Algérie et le Liban.

- 1°) L'Algérie. La demande algérienne a été déposée récemment, en fait au moment où les Six se sont approchés d'un accord sur l'organisation du marché commun du vin. Pour Alger, il s'agit d'un produit d'exportation capital et il est nécessaire de parvenir d'urgence à un accord avec les Six. Pour l'instant, l'Algérie est satisfaite de la situation, quelque peu illégale, dans laquelle elle se trouve sur le plan tarifaire vis-à-vis de la Communauté (régimes préférentiels différents en France et dans les autres pays). Mais c'est une situation précaire car elle pourrait conduire à des détournements de trafic dans la Communauté. Aussi la Commission estime-t-elle qu'il faut saisir cette occasion "au vol" : un accord sur le vin permettra de normaliser l'ensemble des relations commerciales en Algérie et la CEE.

Visiblement la Commission tient à mener rondement les choses. Le mandat qu'elle demande au Conseil de lui confier n'est pas ambitieux, il est même, selon elle, "facilement acceptable" par les Etats membres et ne demandera pas de sacrifices à l'Algérie. Il s'agit, en premier lieu, d'accorder à Alger ce qui a été octroyé sur le plan industriel et agricole au Maroc et à la Tunisie. Ni plus ni moins. Il s'agit ensuite - mais la Commission n'en dit pas plus - d'adopter dans le secteur vinicole des "mesures appropriées" : si l'on excepte les contingents tarifaires, la concession, semble-t-il, ne peut être que financière. Elle consisterait à rétrocéder à Alger une partie des recettes douanières de la CEE résultant de l'importation de vins algériens.

L'Algérie avait également demandé à la CEE d'envisager des dispositions en matière de coopération technique et financière ainsi que dans le secteur de la main-d'oeuvre. Sans opposer une réponse définitivement négative, la Commission estime que la question n'est pas urgente. A vrai dire, les Six ont déjà opposé un refus à des demandes similaires de plusieurs pays et ils ne veulent pas créer de précédent.

- 2°) Le Liban. L'origine de la demande d'accord préférentiel de Beyrouth est essentiellement politique : c'est pour équilibrer l'accord avec Israël que certaines capitales européennes avaient suscité des démarches du Liban et de la RAU. Des conversations exploratoires ont eu lieu en février entre la Commission et le Liban. Dans son rapport, favorable, la Commission souligne que le débouché européen est une condition importante de l'industrialisation du Liban et que des concessions de la CEE permettraient de réduire le lourd déficit de la balance commerciale libanaise vis-à-vis de la Communauté : \$ 180 millions, chiffre d'ailleurs inférieur à la réalité, car on inclut dans les exportations libanaises du pétrole irakien qui ne fait que transiter par le Liban.

Comparée à ce chiffre, les demandes libanaises sont faibles. Quant à la réponse de la Commission, elle réduit encore l'impact de l'accord à venir. Beyrouth souhaite obtenir des concessions sur une liste de produits représentant un volume d'exportation vers la CEE de \$ 5 millions (par rapport à des exportations totales de \$ 76 millions) et demande notamment une réduction des droits de douane de 80 %. Pour la Commission, en matière agricole, il faudrait envisager des offres équivalentes à la moitié de ce que réclame le Liban. En matière industrielle, l'abattement serait de 50 à 70 % au maximum.

En fait, dit la Commission, il faut prendre comme base de référence ce qui est réalisé ou envisagé avec d'autres pays de cette région du Moyen Orient (Israël, Egypte). Ce qui tend bien à démontrer que tous ces accords sont politiques, car leur contenu économique est insignifiant. C'est ce qu'il faut faire comprendre au GATT ... où la Communauté est attaquée à boulets rouges à cause de la multitude d'accords préférentiels (sans développement possible vers l'Union douanière) qu'elle conclut dans le bassin méditerranéen.

LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE.- Dans son bulletin mensuel de conjoncture, la Commission souligne l'évolution des coûts salariaux dans la Communauté et elle observe que l'augmentation de ces coûts s'est accélérée ces derniers temps.

En 1968, on avait pu constater une baisse des coûts salariaux par unité de valeur ajoutée brute (à prix constants et en monnaies nationales) dans tous les pays membres, sauf en France. Or on a assisté en 1969 à une hausse de 2,5 à 3 %. Celle-ci tient tout d'abord à l'accroissement, beaucoup plus rapide en général, des revenus des salariés industriels, à savoir 10,5 % en République Fédérale, 12,5 % en France, 7 % en Italie, 10 % aux Pays-Bas et 9 % en Belgique. Mais elle s'explique aussi par le rythme moins rapide du développement de la production. En effet, ce développement par personne occupée a été, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas, sensiblement plus lent en 1969 qu'en 1968. Durant les derniers mois, la hausse des coûts salariaux s'est accentuée, surtout en Allemagne et en Italie où des majorations de salaires particulièrement importantes ont été accordées au cours de l'automne. En outre, en Italie, l'augmentation des coûts unitaires a été renforcée par les pertes de production entraînées par les grèves.

L'appareil de production est resté soumis à de très vives tensions durant les derniers mois de l'année. L'évolution de la production industrielle a été déterminée principalement par les facteurs de production encore disponibles et par le développement des capacités résultant des investissements importants réalisés au cours des années précédentes. De plus, l'expansion de la production a été fréquemment entravée, durant les dernières semaines, par la persistance inhabituelle des conditions climatiques défavorables de l'hiver et par le nombre relativement élevé d'heures de travail perdues pour cause de maladie. En Belgique, des pertes de production ont en outre été entraînées par des grèves, et en Italie les conflits sociaux n'avaient pas encore été suivis en début d'année d'une reprise conjoncturelle de la production. Bien que l'on enregistre dans certains pays un ralentissement dans les inscriptions de commandes, notamment en provenance des pays tiers, des carnets encore très importants en général garantissent le maintien d'un haut niveau d'activité pour les prochains mois.



En ce qui concerne l'emploi, les tendances ne se sont guère modifiées au cours des dernières semaines. La pénurie de main d'oeuvre et surtout de personnel qualifié s'est encore accentuée dans presque tous les pays membres. En Allemagne, elle a atteint un degré inconnu jusqu'à présent : le nombre d'offres d'emploi non satisfaites, corrigé des variations saisonnières, s'élevait à 840.000 fin février; il était alors sept fois plus élevé que le nombre des chômeurs. En même temps, l'embauche de personnel étranger a continué à s'accroître fortement (les étrangers représentent maintenant 7 % de la main d'oeuvre en République Fédérale). En revanche, une légère augmentation du chômage a été enregistrée en France depuis le mois de décembre.

Du fait d'une demande d'importation toujours vive et d'un nouvel affaiblissement de la croissance des exportations, le solde extérieur de la communauté est resté déficitaire. L'excédent de l'Allemagne, exprimé en dollars et corrigé des variations saisonnières, tend à se réduire depuis novembre. En France, l'expansion des exportations s'est poursuivie. En Italie, où l'industrie ne récupère que lentement les pertes de production subies lors des conflits sociaux, on note une vive expansion des importations.

On relève encore dans le bulletin de la Commission que, depuis la fin du mois de novembre, les cours des actions ont recommencé à baisser dans la plupart des pays membres. La baisse enregistrée à la bourse de New York a joué un rôle important à cet égard, ainsi que la hausse des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux.

Quant aux prix à la consommation, la tendance est très nettement orientée à la hausse. En janvier 1969 (par rapport au même mois de l'année précédente) la hausse s'établissait à 5,6 % en France, 4,4 % en Belgique, 4,3 % en Italie, 3,9 % au Luxembourg, 3,5 % en Allemagne et 3,3 % aux Pays-Bas. Ces hausses devraient rester sensibles dans les prochaines semaines si l'on se fonde sur les données communiquées à Bruxelles.

VISITE A BRUXELLES DE M. VAN LENNEP. - M. Emile Van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, accompagné de hauts fonctionnaires, a été reçu la semaine dernière par la Commission réunie en séance extraordinaire. M. Van Lennep s'est notamment entretenu avec les membres de la Commission de trois problèmes : les problèmes économiques et monétaires, les politiques scientifiques et industrielles, les préférences tarifaires.

ANNUAIRE "COMPTES NATIONAUX 58-68". - L'Office Statistique des Communautés vient de publier un très important volume fournissant les résultats les plus récents des comptes nationaux des pays membres de la Communauté entre 1958 et 1968, ainsi que certaines données comparatives pour le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Japon. L'annuaire donne des renseignements sur l'évolution du PNB et du revenu national, sur les emplois et ressources des biens et services, sur la contribution des différents types d'activité au produit intérieur, sur l'emploi total et les salaires, sur la répartition du revenu national, sur la ventilation de la formation du capital et de la consommation, sur les opérations des ménages, des administrations publiques, et sur les opérations avec l'extérieur.

LA CONFERENCE TRIPARTITE SUR L'EMPLOI.- Le Conseil, la Commission et les partenaires sociaux sont finalement parvenus à un accord : la première conférence tripartite sur l'emploi dans le Marché Commun se tiendra à Luxembourg les 27 et 28 avril. Il avait fallu de longues semaines pour arrêter l'ordre du jour de la réunion, le nombre de participants, leur origine, etc ... Finalement, les invités sont les suivants. Du côté des syndicats ouvriers, les syndicats libres, les syndicats chrétiens, le Comité permanent CGT-CGIL, la CFTC et la DAG (Allemagne); du côté des cadres, la Confédération internationale des cadres; du côté du patronat, l'UNICE (patronat privé, dont fait partie, pour la France, le CNPF; s'y ajoutent le Comité Européen des entreprises publiques et, pour l'agriculture, le COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles des Six). Tous les participants n'ont pas le même nombre de sièges.

Deux grandes questions seront traitées : (1) quelles sont dans les Etats membres les tendances des marchés de l'emploi (exode rural, mutations industrielles, etc ...) et dans quelle mesure le marché commun influence-t-il ces tendances ? (2) quelles sont les mesures qui ont été prises sur le plan national et communautaire pour avoir prise sur le marché de l'emploi, et comment peut-on les améliorer ?

Les conclusions de cette conférence seront tirées au cours d'un Conseil de Ministres du Travail qui se tiendra au mois de mai.

LE MEMORANDUM ALLEMAND SUR EURATOM.- La réorientation des activités d'Euratom et la réorganisation du Centre Commun de Recherches (CCR) font l'objet depuis plusieurs mois des travaux séparés, mais convergents, d'une part d'un groupe de hauts fonctionnaires de la Commission sous la direction de son Secrétaire général, Emile Noël, d'autre part d'un groupe de "quatre Sages" indépendants, et enfin des experts du Conseil de Ministres (Groupe des questions atomiques) qui s'efforcent de leur côté de mettre sur pied des propositions de solution au pressant problème de la réorganisation du CCR ainsi que de l'introduction d'activités non nucléaires dans son programme. Un nouveau document vient de s'ajouter à ce dossier.

La République Fédérale vient en effet de transmettre au Conseil un memorandum dans lequel elle précise les idées développées le 6 décembre 1969 par le Secrétaire d'Etat M. Von Dohnanyi au sujet de la direction du CCR et de la création d'un management de la recherche auprès de cette direction. Comme l'idée de la réorganisation du CCR avait été lancée à l'origine par Bonn, qui avait alors promis d'apporter des propositions concrètes et détaillées, ce memorandum revêt une importance particulière.

Le document allemand s'inspire de trois principes de base : (1) la réorganisation du CCR doit se situer dans le cadre institutionnel fixé par les Traités. (2) le Conseil, ainsi que ses comités et ses groupes de travail doivent se limiter à fixer l'orientation générale des programmes de recherche et des autres activités du CCR, ainsi que le cadre financier de ces programmes. (3) Sans préjudice de la responsabilité qui lui incombe en vertu du Traité, la Commission, en sa qualité d'organe de décision, doit déléguer au directeur responsable du CCR le soin de mettre en oeuvre les tâches que lui impartit à elle-même le Traité en ce qui concerne l'activité du CCR : ce directeur doit être responsable devant la Commission et agir dans le cadre des directives générales élaborées par celle-ci.

Afin de donner une plus grande autonomie à la direction du CCR, Bonn propose qu'il lui soit notamment confié la tâche d'engager elle-même des agents ou de les détacher à titre temporaire dans des centres nationaux ou des entreprises industrielles; de conclure des contrats avec des services tiers sur la base de principes généraux arrêtés par le Conseil; de procéder aux acquisitions nécessaires de matériel. Le directeur du CCR devra participer d'office aux sessions du Conseil et pouvoir exposer lui-même ses arguments, même lorsqu'ils diffèrent des conceptions de la Commission.

En vue d'accroître la rentabilité du CCR, il convient de le doter d'un système de comptabilité interne permettant de calculer le coût effectif de chaque action de recherche. On pourrait même aller jusqu'à un dégagement complet des liens institutionnels de la Commission avec le CCR, les activités du Centre étant transférées à une société pourvue de la personnalité juridique.

Le Directeur du CCR, dont les compétences seraient ainsi fortement élargies, sera secondé par un Conseil scientifique composé pour deux tiers des chefs des grandes unités de travail et pour un tiers de représentants élus par le personnel scientifique et technique. Ce Conseil serait régulièrement saisi par la Direction de toutes les questions scientifiques, parmi lesquelles notamment l'établissement du programme d'investissement, du programme de recherche et de formation, ainsi que de l'exécution de ces programmes. Un Comité consultatif interviendra également dans toutes les questions importantes. Ce Comité, dont la tâche consistera à tempérer en quelque sorte la nouvelle autonomie élargie du Centre, sera composé de trois représentants pour chaque Etat membre, l'un provenant de l'administration publique, l'autre des milieux scientifiques et le troisième des milieux industriels. Il formulera ses avis et recommandations à la majorité des voix.

A côté de la nouvelle organisation à donner à la direction et à la gestion du CCR, le memorandum allemand contient des suggestions assez précises concernant la mise sur pied des programmes de recherche et d'investissement ainsi que des dispositions budgétaires. Dorénavant, les propositions relatives à ces programmes et budgets seront mises au point dans les différentes unités de travail scientifique et technique, pour autant que des suggestions émanant de l'extérieur leur seront présentées. Ces propositions seront discutées au sein du Conseil scientifique et du Comité consultatif. Ensuite, le directeur du CCR les présentera à la Commission en y joignant l'avis du Conseil scientifique et du Comité consultatif. La Commission pourra les modifier avant de les transmettre au Conseil et, en tout état de cause, elle devra joindre à ses propres propositions celles du CCR ainsi que les avis du Conseil scientifique et du Comité consultatif, tout en motivant de façon détaillée les modifications qu'elle aura apportées à la proposition initiale du CCR. Afin de permettre une plus grande souplesse dans l'exécution des programmes, le Conseil limitera son examen à l'orientation fondamentale de ceux-ci, au cadre budgétaire ainsi qu'aux priorités qu'il conviendra d'accorder aux différents secteurs.

Bonn suggère aussi la création au sein de l'administration centrale d'un groupe de travail chargé de la planification, qui préciserait les principes et les conceptions d'une politique de la recherche à long terme, veillerait aux contacts nécessaires entre la recherche et l'industrie, et fournirait éventuellement une assistance dans le choix des décisions à prendre. Ainsi le problème d'Euratom est-il abordé sous le triple aspect, d'une plus grande décentralisation (octroi d'une plus grande autonomie au CCR), d'un assouplissement de la procédure de fixation des programmes et budgets, et d'une planification de la politique de recherche à plus long terme, en étroite liaison avec les milieux scientifiques et industriels nationaux.

-----

## ETUDES ET TENDANCES

### QUELLE POLITIQUE MEDITERRANEENNE POUR LA CEE ?

Par Arié Dagan (Bruxelles)

Après de longues hésitations et des oppositions diverses, le Conseil de Ministres de la CEE avait décidé, au cours de sa session du 17 octobre 1969, d'ouvrir des négociations avec plusieurs pays méditerranéens à la fois, en vue d'organiser et de développer de façon simultanée les relations commerciales de la Communauté avec ces pays. Cependant, pour tenir compte du caractère jusqu'alors différent de ces relations selon les pays en cause, le Conseil avait également pris les dispositions suivantes :

- Pour l'Espagne, octroi à la Commission d'un deuxième mandat lui permettant de reprendre les négociations interrompues fin avril 1968.
- Pour la République Arabe Unie, invitation à la Commission d'entamer des conversations exploratoires, ce qui constituait une réponse positive à une Note verbale par laquelle le gouvernement égyptien faisait savoir, le 17 septembre 1968, son désir d'entamer des négociations en vue de la conclusion d'un accord préférentiel avec la CEE.
- Pour le Liban, qui avait demandé la substitution d'un accord préférentiel à l'accord de coopération technique signé avec la CEE en 1965, invitation à la Commission d'entamer également des conversations exploratoires.
- Pour Israël, invitation à la Commission d'entreprendre des pourparlers en vue de conclure un accord préférentiel; c'était là, pour ce pays, l'aboutissement d'efforts menés à Bruxelles depuis près de dix ans. Le Conseil de Ministres avait pris le soin d'élaborer les lignes directrices du futur accord, à savoir: réduction des tarifs de l'ordre de 45% pour les produits industriels et de 40% pour les agrumes et quelques produits agricoles, avec listes d'exceptions prévues notamment pour les articles textiles et produits chimiques. Depuis, quatre phases de négociations se sont déroulées, au cours desquelles tous les problèmes techniques ont été surmontés : la CEE n'était pas disposée à élargir ses offres au-delà de ce qui avait été proposé initialement; les Israéliens avaient pour leur part à donner des contreparties concernant quelques listes de produits ainsi que des réductions tarifaires allant de 15 à 25 %.

A cette même session du Conseil, il a été question de la Yougoslavie, des difficultés d'ordre économique empêchant l'avancement des négociations avec ce pays.



Quelques jours plus tard, des relations économiques ont été nouées avec Chypre.

A cette activité intense de la CEE dans le bassin Méditerranéen, il faut ajouter les accords d'association déjà conclus avec la Grèce, la Turquie, le Maroc et la Tunisie; les conversations en cours avec Malte et l'Algérie. En fait, sur les 15 pays riverains de la Méditerranée, il n'y en a que trois avec lesquels n'existent pas présentement de liens ou de pourparlers (Libye, Syrie, Albanie).

Deux questions se posent d'emblée à propos de la présence de la CEE dans le Bassin méditerranéen. Tout d'abord cette présence se justifie-t-elle par des données économiques particulières, c'est-à-dire des relations commerciales plus étroites avec cette région qu'avec d'autres zones ? En second lieu, le Bassin méditerranéen constitue-t-il une région suffisamment homogène pour que la CEE puisse y envisager une politique d'ensemble, répondant à la fois aux préoccupations des Six et à celles des différents pays concernés ?

La part de la CEE dans le commerce extérieur des pays méditerranéens est la suivante :

LES ECHANGES DES PAYS MEDITERRANEENS AVEC LA CEE ( % du total - 1966)		
<u>PAYS</u>	<u>Importations</u>	<u>Exportations</u>
Espagne	37	36
Malte	27	19
Yougoslavie	30	25
Grèce	41	37
Turquie	28	34
Maroc	52	62
Algérie	80	89
Tunisie	55	49
Libye	45	67
Egypte	22	14
Liban	31	11
Syrie	29	17
Israël	26	29

On constate ainsi que les Etats du Maghreb dépendent plus étroitement de leur commerce avec la Communauté que les autres riverains de la Méditerranée, et aussi que les pays de production pétrolière (Libye) connaissent des taux d'exportation particulièrement élevés.

Le tableau ci-après (voir p. 12) recense, par produits, la valeur des principales exportations qui, au total, représentent 11% de l'ensemble des importations extracommunautaires. Il apparaît que les produits agricoles (agrumes, fruits, légumes, viandes et conserves), les matières premières (coton en masse notamment) et matières énergétiques (pétrole) y entrent pour plus de 80%.

Comme la majeure partie de ces produits est libre de droits de douane, les arrangements avec la CEE n'exercent aucune influence sur leur vente. Même dans le cas des produits agricoles, tels que les fruits et légumes, la protection communautaire s'effectue principalement par le truchement de la politique agricole commune et non pas par le tarif extérieur commun (TEC), ce qui signifie que les abaissements consentis à celui-ci en vertu des accords d'association ou préférentiels ne se traduisent pas toujours par un traitement privilégié.

Par ailleurs, la décomposition des exportations par produits permet d'apprécier le degré d'industrialisation des pays en cause. On constate en effet que seules la Yougoslavie et l'Espagne parviennent à écouler sur le Marché Commun des quantités non négligeables de biens industriels. En revanche des pays comme Israël et la Grèce, dont le niveau de développement est pourtant supérieur à celui des autres pays méditerranéens, ne parviennent pas, pour des raisons diverses (dont sans doute leur relatif éloignement), à vendre aux Six des articles industriels pour des montants supérieurs à \$ 1 million par article, chiffre minimum pour figurer dans le tableau.

D'autres pays tels que la Syrie et la Libye ne sont mentionnés dans le tableau qu'en raison de leurs exportations pétrolières. D'autres encore, comme l'Egypte, Chypre et le Liban n'exportent que de petites quantités de produits spécifiques. Enfin, il va de soi que le tableau ne peut refléter exactement la situation d'un pays comme Israël qui expédie à destination de la CEE une gamme très large de produits agricoles et industriels, car le volume de chacune de ces exportations est trop réduit pour y être repris.

Il en résulte que l'on peut diviser les 13 pays du Bassin méditerranéen en trois groupes selon la nature de leurs ventes à la Communauté : (1) le premier groupe comprend la Yougoslavie, l'Espagne, Israël et la Grèce; il se distingue par un niveau d'industrialisation qui le rapproche des Six en dépit d'un certain écart persistant; ses exportations, assez diversifiées, portent à la fois sur des biens agricoles et des biens industriels. (2) Le deuxième comprend la Turquie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, le Liban et Chypre; il se distingue par son relatif sous-développement et il exporte soit un soit plusieurs produits (produits agricoles ou des matières premières), mais pratiquement aucun produit industriel. (3) Le troisième comprend les fournisseurs de pétrole : Libye, Algérie et Syrie. En dehors du pétrole et à l'exception de l'Algérie, qui exporte également quelques produits agricoles et matières premières, ces pays ne vendent pratiquement rien aux Six.

EXPORTATIONS DES PAYS MEDITERRANEENS A DESTINATION DE LA C.E.E. (1967) (\$ . millions)

	Youg.	Espa.	Turq.	Maroc.	Liban.	Algér.	Tunis.	Egypt.	Israel.	Grèce.	Chyp.	Libye.	Syrie.	Total
Viande et Poissons	86.7	10.3	4.1	1.2	2.4	-	-	-	-	-	-	-	-	104.7
Fruits et légumes	5.2	180.7	57.1	126.9	1.3	36.1	6.0	15.4	41.0	34.9	2.4	-	-	507.0
dont agrumes	-	134.9	1.6	62.6	-	21.3	4.9	-	41.0	4.6	2.4	-	-	273.3
Conserves de fruits, légumes, sardines	2.2	56.3	8.0	24.4	-	3.7	10.5	-	6.4	19.9	-	-	-	131.4
Vins	2.1	9.4	-	9.5	-	63.8	13.1	-	-	3.1	-	-	-	100.7
Matières extractives	11.6	22.1	10.5	90.4	-	9.6	14.6	-	1.3	14.9	14.4	-	-	189.4
Pétrole et dérivés	8.2	9.2	-	-	16.6	555.2	35.8	7.2	7.4	-	-	895.7	39.4	1566.7
Produits chimiques	1.2	14.6	-	-	-	-	2.3	-	3.7	1.6	-	-	-	23.4
Peaux	1.1	3.3	-	-	-	7.3	-	-	-	3.3	-	-	-	15.0
Bois et papier	23.4	6.9	-	3.2	-	2.1	-	-	-	-	-	-	-	35.6
Textile	24.1	6.4	78.7	3.5	-	2.8	-	46.4	2.1	14.7	-	-	23.1	201.8
Matières précieuses	6.0	-	-	1.1	1.9	-	-	-	28.3	-	-	-	-	37.3
Produits de fer	7.9	17.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24.9
Produits de cuivre	5.5	10.8	2.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18.8
Produits d'aluminium	-	1.1	-	-	-	-	-	-	-	24.3	-	-	-	25.4
Autres métaux	5.7	2.8	-	4.0	-	-	1.0	-	-	-	-	-	-	13.5
Appareils électr.	5.1	1.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6.6
Meubles	8.5	2.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10.7
Jouets	1.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.2
	1.0	3.7	-	-	-	-	-	-	2.2	-	-	-	-	6.9
Divers	41.1	10.4	24.3	7.9	-	3.9	1.4	2.5	2.3	55.0	-	-	-	148.8
Total	210.8	358.7	185.2	272.1	22.2	684.5	84.7	71.5	94.7	171.7	16.8	895.7	62.5	3331.7

Dans l'élaboration de sa politique méditerranéenne, la Communauté doit donc tenir compte de la diversité des structures économiques qui caractérise le Bassin méditerranéen, sans quoi aucun problème ne pourra jamais être résolu ni d'une part ni de l'autre. L'importance de ses importations de cette provenance est faible en l'état actuel des choses. De même, les pays méditerranéens ne représentent pas, en raison des limites de leur pouvoir d'achat, un marché très intéressant pour les Six. Si bien que, finalement, cette politique méditerranéenne devra être assortie d'une coopération technique et financière semblable à celle qui s'est développée avec les dix-huit Etats africains et malgache associés. Au cas en effet où elle se cantonnerait au seul domaine des échanges, elle ne pourrait satisfaire les méditerranéens du fait de la modicité des bénéfices qu'ils peuvent tirer d'accords commerciaux préférentiels.

-----



## EUROFLASH

- P. 17 - AMEUBLEMENT - Belgique: LUYBEN est à capital néerlandais. Italie: ITALIANA LANSALOT est d'origine française.
- P. 17 - AUTOMOBILE - Allemagne: VOLKSWAGENWERK. élargit son contrôle sur AUDI. Autriche: HANS ROMER est à capital allemand. Australie: ROBERT BOSCH cède une filiale à REPCO. France: CIE INTERNATIONALE EUROP-CARS passe sous le contrôle de RENAULT. Luxembourg: Association italo-belgo-luxembourgeoise dans AUTO SPORT LUXEMBOURG.
- P. 19 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Allemagne: DEXTURA-TÜREN est à capital néerlandais. Belgique: Création de CENTRALE ARDENNAISE DE BETON. France: POLIET & CHAUSSON prend le contrôle de BRIQUETERIE TROUILLARD et absorbe deux filiales. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans FUNDERINGSTECHNIEK NEDERLAND; JONES LANG, WOTTON s'installe à Rotterdam; NORTH WEST ENGINEERING est filiale de N. B. M.
- P. 20 - CHIMIE - Allemagne: STEREBOND VERTRIEBS appartient au groupe AKZO, Association germano-belge dans SCHERING SOLVAY DUROMER CHEMIE. Espagne: Association franco-espagnole dans ELF IBERICA. France: Négociations HENKEL/GEORGES LESIEUR & SES FILS; Concentration au profit de COULEURS-PARIS. Grande-Bretagne: RHEINHOLD & MAHLA s'installe à Londres. Italie: HOECHST ITALIA prend la distribution de CASSELLA FARBWERKE MAINKUR; RUMIANCA simplifie ses intérêts au profit d'ETILENSARDA. Pays-Bas: VIRGINIA CHEMICALS s'installe à Amsterdam; ROHA est filiale de RÖHM & HAAS; AKZO réorganise deux filiales. Suisse: KOHLEFABRIKATE VERWALTUNGS élargit son contrôle sur RINGSDORFF INVESTMENTS.
- P. 24 - COMMERCE - Autriche: INTERUNION HANDELS est à capital allemand. France: RAOUT est filiale de CARREFOUR; Création de MAHARASHTA EUROPE. Pays-Bas: EXPORT MIJ. "AMSTEL fonde AFRICA-EUROPE TRADING.
- P. 24 - CONSEIL & ORGANISATION - Allemagne: P. A. MANAGEMENT CONSULTANTS (HOLDINGS) développe sa filiale de Francfort.
- P. 25 - CONSTRUCTION AERONAUTIQUE - France: Association franco-allemande dans EUROTRAINER. USA: MESSERSCHMITT-BÖLKOW-BLÖHM s'associe à un projet de BOEING.
- P. 25 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Belgique: WESTINGHOUSE ELECTRIC ouvre une succursale à Bruxelles. Italie: RADYNE s'installe à Milan; GRANADA GROUP reprend une filiale de THORN ELECTRICAL INDUSTRIES. Pays-Bas: SPRECHER & SCHUH NEDERLAND est à capital suisse.



- P. 27 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: KOMATSU s'installe à Strassdorf/Schwäbisch Gmünd; DRESSER INDUSTRIES ferme sa filiale de Hambourg. Autriche: Association germano-autrichienne dans FORTUNA INDUSTRIEMASCHINEN. Canada: PROMECAM-SISSON-LEHMANN transforme en filiale sa succursale de Montréal. France: Création de RENAULT MOTOCULTURE DES DEUX LOIRE; SALEV prend le contrôle de STE D'APPLICATIONS MECANQUES D'ELECTRICITE & DE TOLERIE. Grande-Bretagne: LINDE s'installe à Londres; FORCOM INTERNATIONAL (UK) prend la représentation de SIIRTEC ING. SALVATORE MILIA. Italie: LION OIL TOOL HOLDING s'installe à Milan. Pays-Bas: DE GROOT & VAN VLIET prend le contrôle de H. S. M. USA: Les accords "RENAULT MOTEURS"/TELEDYNE CONTINENTAL MOTORS; PROMECAM-SISSON-LEHMANN s'installe à Aurora/Ind.
- P. 29 - EDITION - Belgique: DELACHAUX & NIESTLE ouvre une succursale à Bruxelles. France: PROUVOST devient actionnaire d'EDITIONS ROBERT LAFONT; ELVIFRANCE est à majorité italienne; SPIR absorbe PRESSE-UNION; Constitution définitive d'INFORMATYPE-SERVICE. Pays-Bas: J. N. VOORHOEVE prend le contrôle de "DE DELUWE".
- P. 31 - ELECTRONIQUE - Allemagne: DBO est d'origine suisse; CYBERNETICS INTERNATIONAL prend le contrôle de GEBR. KRAFT. Autriche: SIEMENS développe NACHRICHTENTECHNISCHE WERKE. Belgique: DISCATRON HOLDING ferme sa filiale de Nivelles; HUGHES AIRCRAFT ouvre une succursale à Bruxelles. France: C.I.I. absorbe SPERAC. Grande-Bretagne: SCHNEIDER RADIO-TELEVISION accorde certaines distributions à DICTAPHONE. Pays-Bas: CLOFIS NEDERLAND est à capital belge. Venezuela et Brésil: Double association SIEMENS/RCA.
- P. 33 - ENGINEERING - Allemagne: Une licence NORISK HYDRO-ELEKTRISK KVAELSTOF pour LURGI. Canada: Nouveaux accords SOMIREN/DENISON MINES. France: Association franco-britannique dans CETRIM-PURLE. Pays-Bas: Association américano-néerlandaise dans R. J. BROWN & ASSOCIATES.
- P. 34 - FINANCE - Allemagne: CREDIT SUISSE prend le contrôle de WILH. FLOHR BANK; Dissolution de VERWALTUNGSGES. DER N. V. NEDERLANDSCHE BANKINSTELLING. Belgique: BACHE & C° ferme sa succursale de Bruxelles. Dubai: BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE INDUSTRIELLE & FINANCIERE participe à la création de DUBAI BANK. France: BANQUE DE L'INDOCHINE absorbe trois affiliées. Italie: LE ASSICURAZIONI D'ITALIA devient actionnaire de BANCA LORIA. Liban: CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE installe une représentation à Beyrouth. Luxembourg: Prochaine création de MITSUI INTERNATIONAL FINANCE. Suisse: Association germano-suisse dans SOFAL. Surinam: BANK OF NOVA SCOTIA devient actionnaire de VERVUURTS BANK.

- P. 37 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: Les accords CARLSBERG BRYGGERIERNE/HEINRICH NAGEL. Belgique: USINES REMY prend 45 % dans USINES DE STORDEUR. France: DEL MONTE s'installe à Paris; REMY MARTIN et COINTREAU prennent 17 % chacune dans KRUG; Concentration au profit de CIE INDUSTRIELLE DE PRODUITS D'ALIMENTATION; OLIDA & CABY prend 33,3 % dans FLEURY & MICHON; Réorganisation de SIAMNA; GENERALE ALIMENTAIRE se défait de ses intérêts dans CHAMPAGNE MERCIER. Grèce: HENNINGER BRÄU s'installe à Athènes. Jordanie: Les accords HENNINGER BRAU/ARAB BREWERIES.
- P. 40 - METALLURGIE - Allemagne: Association BHS/ZARGES dans COMETALL; Rapprochement SALZGITTER/ILSEDER HÜTTE; NORDDEUTSCHE AFFINERIE prend le contrôle de CABLO; Apports réciproques MANNESMANN/THYSEN. France: USINOR prend 12 % dans C. F. E. M. Italie: NATIONAL CAN prend le contrôle de SUDBOX-INDUSTRIA CONTENITORI METALLICI.
- P. 42 - PAPIER - Pays-Bas: Création d'INTERNATIONAL PAPER FINANCE.
- P. 42 - PARFUMERIE - France: HELENA RUBINSTEIN prend le contrôle de PARFUMS MARCEL ROCHAS. Pays-Bas: Association anglo-néerlandaise dans VOTRE LIGNE BENELUX.
- P. 42 - PETROLE - France: Création du GROUPEMENT D'APPROVISIONNEMENT PETROLIER.
- P. 43 - PUBLICITE - Autriche: MULTI NATIONAL PARTNERS INTERNATIONAL ADVERTISING prend un intérêt dans PUBLICITAS WERBE. France: Association libano-suisse dans "ISIS".
- P. 43 - TEXTILES - Allemagne: Les apports de L. B. LÜHL & SÖHNE à PERMESS. WESTFÄLISCHE JUTE SPINNEREI abandonne son intérêt dans WILHELM KÜBLER & C°. Belgique: ROBERT CLOUGH (KEIGHLEY) cède sa participation dans PHILIPPART à DAPHICA-ILE ADAM. Espagne: DAPHICA-ILE ADAM prend le contrôle absolu de FISA IBERICA. France: CARMICHAEL prend 29,7 % dans MANUFACTURE FRANCAISE DE TAPIS & COUVERTURES. Pays-Bas: Association d'intérêts de Hong Kong et de Vaduz dans NOVI INDUSTRIAL & DESIGN SERVICES; Création de HELFI INTERNATIONAL.
- P. 45 - TOURISME - France: OPEN ROAD INTERNATIONAL négocie l'acquisition d'un hôtel à Paris.
- P. 45 - TRANSPORTS - France: CHARGEURS REUNIS prend le contrôle direct d'U. T. A.; Association helléno-helvète-anglo-française dans FRANCE MARINE SERVICE; Les apports d'ANC. MAISON DUNAND FRARE & SEURAT à TRANSPORTS AUTOMOBILES INDUSTRIELS & COMMERCIAUX.
- P. 46 - VERRE - Allemagne: Association franco-allemande dans FLOATGLAS. Italie: Simplification de certains intérêts de SAINT-GOBAIN. Suède: SAINT-GOBAIN prend 12 % dans GULLHÖGENS BRUK. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans SIGRANO NEDERLAND.

## AMEUBLEMENT

(560/17) Animée et contrôlée par M. Pierre Lansalot, l'entreprise française de meubles rustiques en bois, ferronnerie d'art et objets en bois pour cadeaux ETS LANSALOT (Navarrenx/B. P.), qui emploie plus de 300 personnes dans ses usines au siège, Sauveterre et Salie-de-Béarn, sera désormais représentée à Trezzano Sul Naviglio/Milano par une affiliée, SOC. ITALIANA LANSALOT Sas (fonds de commandite de Li. 1 million), dont le contrôle est détenu par l'associé-gérant, M. Benito Gennari.

(560/17) L'entreprise néerlandaise d'ameublement (pour bureaux notamment) L. LUYBEN N. V. ('s-Hertogenbosch), qu'anime M. Louis F. Luyben, a formé en Belgique une filiale commerciale, LUYBEN N. V. (Mereelboke) au capital de FB 1 million, dirigée par M. Adolphe J. Lemaitre.

## AUTOMOBILE

(560/17) Le groupe automobile de Wolfsburg VOLKSWAGEN-WERK AG (cf. N° 550 p. 22) portera de 59,5 % à 75 % environ son contrôle sur l'entreprise AUDI NSU AUTO UNION AG de Neckarsulm (cf. N° 546 p. 20) grâce notamment à la levée d'une option qu'il tient de la DRESDNER BANK AG de Francfort (cf. N° 549 p. 34).

Celle-ci - qui vient par ailleurs de lancer une offre publique pour l'acquisition de l'intérêt de 2 % environ devant lui donner le contrôle absolu de la DÜRENER BANK de Düren (capital de DM 3,5 million) - est en effet actionnaire pour quelque 6 % de AUDI NSU du fait qu'elle était intéressée pour un peu plus de 15 % dans la compagnie NSU MOTORENWERKE AG, dont la fusion avec la filiale AUTO-UNION GmbH (Ingolstadt) du groupe de Wolfsburg a été à l'origine de cette entreprise (capital de DM 215 millions).

(560/17) Une association nouée par MM. Joseph Welbes (Luxembourg) pour 25 %, Charles Saviola et René Feidt (Luxembourg) ainsi que Melle Charlotte Sonntag (Hesperange) et M. Flavio Toti (Milan) pour 8,3 % chacun avec les compagnies GRAND GARAGE DE LUXEMBOURG SA (Luxembourg) pour 16,6 % et BRUXELLOISE D'AUTO-TRANSPORTS-B. A. T. SA de Molenbeek-St-Jean (cf. N° 540 p. 32) pour 4,16 % a été à l'origine de l'entreprise de négoce d'accessoires automobiles AUTO SPORT LUXEMBOURG SA (capital de F. Lux. 6 millions), que préside M. J. Welbes.

(560/18) Après avoir acquis une participation de 20 % environ dans l'une des premières entreprises australiennes de négoce en gros d'accessoires et pièces de rechange automobiles, la filiale industrielle ROBERT BOSCH (AUSTRALIA) PTY LTD (Clayton/Victoria) du groupe électrique et électronique de Stuttgart ROBERT BOSCH GmbH (cf. N° 545 p. 33) a rétrocédé cet intérêt à son principal concurrent sur ce marché, REPCO LTD, qui en a ainsi le contrôle à plus de 51 %. Fournisseur du constructeur allemand VOLKSWAGENWERK AG (cf. supra) - dont l'usine australienne de Clayton/Victoria a été arrêtée fin 1968 et donnée à bail au constructeur japonais NISSAN MOTOR C° LTD de Tokyo (cf. N° 498 p. 20) en vertu d'un accord conclu entre leurs filiales locales respectives (cf. N° 471 p. 13) - REPCO a de larges capacités disponibles et cherche à les utiliser en devenant aussi l'un des principaux fournisseurs de VOLKSWAGEN aux Etats-Unis (541.400 véhicules vendus en 1969).

BOSCH a récemment procédé à une réorganisation interne en transférant le Département "radio" de sa filiale AKKORD ELEKTRONIK GmbH (Herxheim/Landau) à une autre filiale, BLAUPUNKT-WERKE GmbH (Hildesheim). Il a par ailleurs transformé ROBERT BOSCH ELEKTRONIK & PHOTOKINO GmbH (Berlin et Stuttgart) en ROBERT BOSCH ELEKTRONIK GmbH (équipements de télécommunications, appareils médicaux et antennes) et formé une filiale spécialisée dans la fabrication de caméras (marque "Bauer"), flashes électroniques, projecteurs, etc ... ROBERT BOSCH PHOTOKINO GmbH de Stuttgart-Unterturckheim (capital de DM 1 million).

(560/18) Le groupe REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA de Boulogne-Billancourt/Hts-de-Seine (cf. N° 559 p. 31) s'est assuré le contrôle à Paris de la firme de locations de voitures sans chauffeur CIE INTERNATIONALE EUROPCARS SA. Présidée par M. R. L. Mattei et désormais dirigée par M. R. Lambert - jusqu'ici directeur des ventes de RENAULT en République Fédérale - celle-ci, qui exploite un parc de 5.500 véhicules, réalise un chiffre d'affaires de F. 60 millions.

L'intérêt des constructeurs automobiles pour cette branche d'activités s'est récemment manifesté en République Fédérale, où le groupe VOLKSWAGENWERK AG (cf. supra p. 17) a pris en février 1970 le contrôle à Hambourg (cf. N° 550 p. 22) de la société SELBSTFAHRER UNION GmbH.

(560/18) Propriétaires en République Fédérale de l'entreprise d'articles en cuir, ceintures de sécurité pour voitures, casques de sécurité, etc ... HANS RÖMER LEDERWARENFABRIK (Neu-Ulm), qui emploie 350 salariés environ, MM. Richard et Georg Römer sont gérants à Vienne de la société de vente d'accessoires automobiles, articles de camping et de sécurité HANS RÖMER GmbH, formée au capital de Sch. 100.000.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
-----------------------------

(560/19) Une association dans le domaine de la consolidation des sols a été conclue entre les groupes d'entreprises générales de Francfort PHILIPP HOLZMANN AG (cf. N° 524 p. 13) et de La Haye BATAAFSCHE AANNE-MINGSMIJ. v/h FIRMA J. VAN DER WAL & ZOON N. V. (cf. N° 490 p. 36) - en cours de transformation en holding du nom de BAM VERENIGDE BEDRIJVEN N. V. Elle donnera naissance à une filiale paritaire à La Haye, FUNDERINGS-TECHNIEK NEDERLAND N. V.

(560/19) Déjà présente au Benelux avec une filiale sous son nom à Bruxelles (cf. N° 294 p. 20), l'agence de promotion et conseil immobilier de Londres JONES, LANG, WOTTON (cf. N° 352 p. 18) en a installé une autre à Rotterdam, JONES, LANG, WOTTON N. V. (capital de Fl. 100.000).

(560/19) Constituée en 1968 (cf. N° 478 p. 18) aux Pays-Bas pour la vente sur le marché allemand de portes, fenêtres, éléments de construction, etc ... en tant que filiale 95/5 des entreprises néerlandaises DEURENFA-BRIK SVEDEX N. V. et VARUS N. V. (Varsseveld), la société DEXTÛRA N. V. (Varsseveld), au capital de Fl. 0,5 million, a désormais une société-soeur en République Fédérale même, DEXTÛRA-TÛREN GmbH (Oeding/Borken). Au capital de DM 50.000, celle-ci a pour gérants MM. Albertus G. Navis, Adolf Colenbrander et Arie von Beerschoten.

(560/19) Affilié à la CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA (à travers l'OMNIUM DE PARTICIPATIONS FINANCIERES & INDUSTRIELLES SA - cf. N° 559 p. 47), le groupe français POLIET & CHAUSSON SA (cf. N° 541 p. 17) s'est assuré le contrôle de la STE D'EXPLOITATION DE LA BRIQUETERIE TROUILLARD SA (Candé/M. & L.). Celle-ci exploite des centres de distribution de matériaux de construction et de fabrication de produits en ciment à Nantes et Saint-Nazaire, Segré et Angers (Maine & Loire), Chateau-Gontier et Laval (Mayenne), et Chartres (Eure & Loir), deux usines de préfabrifications lourdes à Chateau-Gontier, une briqueterie et un atelier de préfabrication de cloisons en plâtre à Candé, six centrales à béton (production en 1969 : 230.000 m3) et une sablière à Angers; elle a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires supérieur à F. 130 millions.

Procédant par ailleurs à une réorganisation de ses intérêts, POLIET & CHAUSSON a négocié l'absorption de ses filiales (64,07 et 57,28 % respectivement) de Paris ETS SUSSET SA (capital de F. 2 millions) et COMPTOIR INDUSTRIEL & COMMERCIAL DE MATERIAUX SA (F. 4,2 millions).



(560/20) Le groupe néerlandais de génie civil N. V. VERENIGDE N. B. M. BEDRIJVEN de Zaandam (cf. N° 365 p. 27) s'est donné à Vlaardingen une filiale à 60 % , NORTH WEST ENGINEERING N. V. (capital de Fl. 500.000), que dirige M. G. J. de Vos et où il a pour associées les firmes de Nimègue C. ALEWIJNSE & C° N. V. et d'Arnhem MACHINEFABRIEK ARNHEM v/h JANSSEN N. V. (15 % chacune) ainsi que de Leeuwarden N. V. INGENIEURSBUREAU "HET NOORDEN" (10 %).

Les principales filiales de N. B. M. sont : à La Haye AANNEMINGSBEDRIJF N. B. M. (engineering civil, travaux hydrauliques, etc ...) et N. V. NED. BOUWMIJ N. B. M. (béton); à Zaandam BASALT & BOUWSTOFFEN N. B. M. N. V. (briques, tuyaux armés ou non); à Wolvega N. V. ALGERA-WOLVEGA (pipelines, canalisations électriques, etc ...).

(560/20) Les entreprises belges de génie civil CONSTRUCTIONS MODERNES EN BETON-COMOBÉ SA (Barvaux) et ENTREPRISES JOSEPH MATHIEU Sprl (Noville-lez-Bastogne) se sont associées à parité pour former à Heyd la firme de représentation et fabrication de matériaux de construction (notamment béton) CENTRALE ARDENNAISE DE BETON-C. A. B. SA (capital de FB 4 millions), que préside M. J. Mathieu.

## CHIMIE

(560/20) Spécialiste aux Etats-Unis de produits chimiques industriels (dioxide de soufre, sulfate de zinc, hydro-sulfites et amines pour papiers, textiles, pharmacie, agriculture, photographie, etc ...), la compagnie VIRGINIA CHEMICALS INC. (Portsmouth/Va.) - sans lien avec la société VIRGINIA-CAROLINA CHEMICALS CORP. de Richmond/Va., qui a elle-même plusieurs agents aux Pays-Bas - a installé à Amsterdam une filiale commerciale, VIRGINIA CHEMICALS EUROPE N. V. (capital de Fl. O, 5 million), présidée par M. H. W. Buchanan.

(560/20) Une association paritaire nouée entre la compagnie de Paris ELF UNION SA (groupe public E. R. A. P. - cf. N° 558 p. 20) et l'entreprise de Barcelone SOLER FERRER a été à l'origine à Madrid de la firme ELF IBERICA SA (avec bureaux à Barcelone) au capital de Ptas 1 million, pour la fabrication et la commercialisation de lubrifiants "Elf" en Espagne.

(560/21) Des négociations sont en cours entre les groupes chimique allemand HENKEL GmbH (cf. n° 554 p. 21) de Düsseldorf et alimentaire français GEORGES LESIEUR & SES FILS SA (Boulogne/Hts-de-Seine) en vue de l'élaboration d'une politique commune de production et de commercialisation de leurs détergents en poudre sur le marché français.

Devenu holding à la suite de son rapprochement avec l'entreprise d'articles d'entretien ETS COTELLE & FOUCHER SA (cf. notamment n° 415 p. 24) - les actifs industriels des deux partenaires ayant été apportés à la filiale d'exploitation LESIEUR-COTELLE SA (Boulogne), où LESIEUR est majoritaire à 69 % - le partenaire français s'apprête à rationaliser ses intérêts en absorbant sa filiale de portefeuille SODEO SA, ce qui entraînera l'augmentation de son capital à F. 106,9 millions en rémunération d'actifs estimés, nets, à F. 24,8 millions, et sa transformation en CIE FINANCIERE LESIEUR SA. Il aura ainsi le contrôle quasi-absolu et direct de LESIEUR AFRIQUE DAKAR SA (Sénégal), et verra passer à 90,6 % son contrôle direct sur sa filiale d'alimentation animale LESIEUR-SODEVA SA.

De son côté, la filiale spécialisée de LESIEUR dans la conception de machines d'emballages, machines d'extrusion, soufflage et conditionnement, etc., SIDEL SA (Le Havre/Seine Mme) - également affiliée pour 20 % au groupe CIE DE PONT-A-MOUSSON SA de Nancy (cf. n° 559 p. 22) et pour 10 % à COTELLE & FOUCHER (cf. n° 430 p. 18) - prépare une extension de ses moyens industriels en construisant à Gonfreville l'Orcher/Seine Mme une usine qui, opérationnelle fin 1970, portera à 650 le nombre d'ouvriers employés (actuellement 350).

(560/21) La compagnie allemande d'isolants thermiques et acoustiques RHEINHOLD & MAHLA GmbH (Mannheim) a complété ses intérêts européens - constitués jusqu'ici de filiales à Rotterdam, Strasbourg et Madrid - avec la création d'une filiale à Londres, RHEINHOLD & MAHLA INTERNATIONAL LTD (capital de £ 1.000), dirigée par MM. Heinz Behrendt et Alan Bramwell, et d'une autre à Braine-l'Alleud/Belgique, RHEINHOLD & MAHLA (LA QUERCINE) SA (capital de FB. 3 millions), dont le conseil est formé de MM. Georg Lassmann, Frederico Estann-Lacambra et Arnold Radig.

La fondatrice est passée il y a quelques mois sous le contrôle indirect (cf. n° 541 p. 39) du groupe caoutchoutier et plastique de Munich METZELER AG. En effet, le principal actionnaire (plus de 90 %) de ce groupe, M. Willy Kaus, a acquis d'intérêts espagnols le contrôle (à travers CORRECTA-WERKE GmbH de Wildingen) de sa compagnie-mère directe, VEREINIGTE KORKINDUSTRIE AG de Mannheim (en cours de transformation en VEREINIGTE KUNSTSTOFFINDUSTRIE AG). Ces intérêts espagnols étaient portés principalement par le holding de Luxembourg ARGOS TRADING C° SA, qui était aussi le principal actionnaire en Belgique, aux côtés du BANCO CENTRAL SA (Madrid), de la société "LA QUERCINE", STE GENERALE POUR LA FABRICATION, LA VENTE & LA POSE DES AGGLOMERES & AUTRES ISOLANTS SA (Braine-l'Alleud), dissoute après que ses actifs aient été apportés à la nouvelle affaire.

(560/22) Les intérêts en République Fédérale du groupe néerlandais AKZO N. V. d'Arnhem (cf. n° 556 p. 20) se sont enrichis à travers la filiale ENKA GLANZSTOFF GmbH de Wuppertal (cf. n° 546 p. 38), de la société STEREBOND VERTRIEBS GmbH (Wuppertal). Au capital de DM. 20.000 et avec pour gérant M. Wolfgang Bulle, celle-ci est chargée de la vente de matières synthétiques pour l'industrie de la chaussure (marque "Xylee") et du cuir.

AKZO a par ailleurs transformé sa filiale de peintures, laques, vernis, etc ... SIKKENS GROEP N. V. de Sassenheim (cf. n° 547 p. 19) en AKZO COATINGS DIVISIE N. V. (Amsterdam) au capital de Fl. 25 millions; de même, sa filiale de vente de produits d'entretien KORTMANN & SCHULTE IM- & EXPORT N. V. (Rotterdam) est devenue AKZO HUISHOUDELIJKE PRODUKTEN DIVISIE N. V. (La Haye), au capital de Fl. 250.000.

(560/22) A la suite du retrait de Mme Ines Knoll, la compagnie de gestion de Francfort KOHLEFABRIKATE-VERWALTUNGS GmbH (capital de DM. 8,5 millions) a porté de 55 % à 65 % son contrôle à Zurich sur la société de portefeuille RINGSDORFF INVESTMENTS GmbH (cf. n° 63 p. 13), au capital de FS. 2 millions, où elle reste associée notamment avec Mmes Helge Werth-Ringsdorff et Elfriede Paetz-Ringsdorff.

La compagnie allemande est intéressée pour moitié à Bonn-Bad Godesberg, conjointement avec sa société-soeur KOHLEFABRIKATE BETEILIGUNGS GmbH (Francfort), dans l'entreprise de produits à base de charbon et graphite RINGSDORFF-WERKE KG (fonds de commandite de DM. 20 millions), au côté des familles Ringsdorff (24 %), Werth (22 %) et Sievers (4 %). Réalisant avec 2.200 personnes un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de DM. 65 millions, cette affaire possède de nombreuses filiales à l'étranger : VERTRIEBSGESELLSCHAFT WIEN DER RINGSDORFF-WERKE GmbH (Vienne), RINGSDORFF CARBON C° LTD (Londres), RINGSDORFF CARBON CORP. LTD (Johannesburg), MECARBO AG (Chur), RIPOMESA SpA (Milan) et RINGSDORFF CARBON CORP. (Pittsburgh/Pa.).

(560/22) La filiale à Milan (succursales à Brescia, Prato, etc ...) HOECHST ITALIA SpA (capital récemment porté à Li. 1,8 milliard) du groupe chimique de Francfort FARBWERKE HOECHST AG (cf. n° 557 p. 16) a repris à la SASEA-SOC. ANILINE SOLVENTI & AFFINI SpA (groupe B. A. S. F. - BADISCHE ANILIN & SODA-FABRIK AG de Ludwigshafen - cf. notamment n° 553 p. 39) la représentation en Italie des colorants, pigments, peintures, etc.. produits en République Fédérale par la firme de Francfort CASSELLA FARBWERKE MAINKUR AG (cf. n° 546 p. 35) ou à Milan par sa filiale FABBRICA LOMBARDA COLORI ANILI SpA (cf. n° 485 p. 21).

FARBWERKE HOECHST s'est assuré début 1970 (cf. n° 545 p. 21) le contrôle de CASSELLA grâce à la reprise des intérêts de plus de 25 % qu'y détenaient chacun les groupes B. A. S. F. et FARBFABRIKEN BAYER AG (Leverkusen).

(560/23) Une concentration a été décidée en France dans l'industrie des vernis, laques, pigments et couleurs entre les sociétés COULEURS-PARIS SA du Pré-St-Gervais/Seine-St-Denis (cf. n° 304 p. 22) et GEMACO SA de Paris (cf. n° 346 p. 31), par absorption de celle-ci (usine à Aubagne/B. du Rh. et actif brut de F. 10,91 millions) par celle-là.

COULEURS-PARIS (capital de F. 3,5 millions), que préside M. J. J. Schmitt, est affiliée de longue date pour 50 % au groupe de New York ALLIED CHEMICAL CORP. (cf. n° 553 p. 22). GEMACO (capital de F. 2,8 millions) appartient au groupe de Stuttgart G. SIEGLE & C° GmbH (animé par M. Klaus G. Wöhler, président de la firme française), dont les autres intérêts à l'étranger sont notamment à Bruxelles BRUCOLOR SA, à Apeldoorn REMMERT HOLLAND N. V., à Zurich SIEGLE GmbH, etc ...

(560/23) Le groupe chimique de Turin RUMIANCA SpA (cf. n° 518 p. 11) va rationaliser ses intérêts industriels en Sardaigne en n'y gardant que deux filiales, ACRILSARDA SpA (capital de Li. 1,7 milliard) et CHIMICA SARDA SpA (Li. 1 milliard), à la suite de l'absorption par la compagnie ETILEN-SARDA SpA de Turin (anc. à Assemini/Cagliari - cf. n° 409 p. 37), que préside M. Giancarlo Renato, de quatre affiliées de Cagliari : ELETTROCHIMICA INDUSTRIALE SpA (capital de Li. 4,3 milliards, dont 2,55 milliards libérés), STARLENE SpA (Li. 3,41 milliards), SODIO SpA (Li. 2,5 milliards) et QUIRINA SOC. PER L'INDUSTRIA CHIMICA & MINERARIA SpA (cf. n° 511 p. 21).

(560/23) L'usine de matières de base pour "Plexiglas" que le groupe allemand RÖHM & HAAS GmbH (Darmstadt) a récemment décidé de construire aux Pays-Bas (cf. n° 542 p. 39) sur un terrain appartenant au groupe public NEDERLANDSE STAATSMIJNEN N. V. (Heerlen) sera exploitée par la filiale ROHA N. V. (Heerlen), nouvellement formée au capital autorisé de Fl. 1 million (libéré de 50 %) avec pour directeur M. Gerrit Lam.

(560/23) Filiale à Solingen-Ohlings du groupe chimique SOLVAY & CIE SA d'Ixelles-Bruxelles (cf. n° 557 p. 33), la société DEUTSCHE SOLVAY-WERKE GmbH a noué une association pour la fabrication et la recherche en matière de résines plastiques avec le groupe chimico-pharmaceutique SCHERING AG de Berlin et Bergkamen (cf. n° 550 p. 40) : une filiale commune, SCHERING SOLVAY DUROMER CHEMIE GmbH, construira et exploitera à Bergkamen une usine de résines epoxy à partir du milieu 1971.

## COMMERCE

(560/24) Le groupe de magasins périphériques de grande surface CARREFOUR SUPERMARCHÉ SA de Paris (cf. n° 540 p.19) a diversifié ses intérêts en créant à Vitrolles/B. du Rh. la société RAOUL SA (capital de F. 700.000) : présidée par M. Jacques Fournier, celle-ci a pour objet la création et l'exploitation de restaurants, cantines et self-services.

(560/24) Animée par M. E.H. van Eeghen, l'entreprise commerciale d'Amsterdam N. V. EXPORT MIJ. AMSTEL "E. M. A. " a créé à Rotterdam une filiale à 50 %, AFRICA-EUROPE TRADING N. V. (capital de Fl. 50.000), qui, spécialisée dans l'import-export de produits agricoles et machines, est dirigée par MM. A. Verhoeff et Ali M. Khalil (associé pour 50%).

(560/24) La firme commerciale de Berlin INTERUNION HANDELS GmbH s'est dotée d'une représentation à Vienne, INTERUNION HANDELS GmbH (capital de Sch. 100.000), que gère M. Günter Schwanke (Berlin) et dont le fondé de pouvoir est M. Branko Opermann.

(560/24) Une association paritaire nouée à Paris entre MM. Laurent Soulié (Graulhet/Tarn) et Jacques Schpajzer (Paris) a donné naissance à l'entreprise MAHARASHTRA EUROPE Sarl (capital de F. 20.000). Gérée par M. Soulié, celle-ci a pour objet la promotion et la vente en Europe de tous produits en provenance de l'Inde.

## CONSEIL ET ORGANISATION

(560/24) Le groupe de conseil en organisation, recrutement de personnel, etc... P. A. MANAGEMENT CONSULTANTS (HOLDINGS) LTD de Londres (cf. n° 539 p.23) a doté sa filiale de Francfort PA MANAGEMENT CONSULTANTS GmbH d'une nouvelle succursale à Hambourg, complétant celles de Düsseldorf et Stuttgart.

Le groupe britannique, qui est lié depuis peu en matière d'informatique avec la compagnie américaine INFORMATICS INC. (Sherman Oaks/Cal.), détient le contrôle de la firme de Francfort à travers la société P. A. MANAGEMENT CONSULTANTS SA de Paris (capital de F. 750.000), issue de la récente transformation de P. A. MANAGEMENT CONSULTANTS (EUROPE) SA.



## CONSTRUCTION AERONAUTIQUE

(560/25) Engagés dans la construction en commun de l'avion-école militaire Eurotrainer E 650, les groupes aéronautiques français SNIA-STE NATIONALE INDUSTRIELLE AEROSPATIALE SA de Paris (cf. n° 558 p. 27) et allemand MESSERSCHMITT-BOLKÖW-BLOHM GmbH d'Ottobrunn (cf. n° 555 p. 27) ont constitué à Paris le groupement d'intérêt économique EU-ROTRAINER. Présidé par M. Mangeot, celui-ci agira comme organe centralisateur des décisions des deux groupes et se chargera, ultérieurement, de la commercialisation du nouvel appareil.

(560/25) En vertu d'un accord de coopération conclu entre le groupe aéronautique de Seattle/Wash. THE BOEING C° (cf. n° 551 p. 20) et son affiliée (9,7 %) allemande MESSERSCHMITT-BOLKOW-BLOHM GmbH d'Ottobrunn (cf. supra), celle-ci participera à l'étude d'un projet d'avion-fusée à deux étages ("navette de l'espace") pour lequel le partenaire américain se trouve déjà associé aux groupes LOCKHEED AIRCRAFT CORP. de Burbank/Cal. (à travers LOCKHEED MISSILES & SPACE C° de Sunnyvale/Cal.) et T. W. A. - TRANS WORLD AIRLINES INC. de Kansas-City/Mo. et New York (cf. n° 556 p. 36).

## CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(560/25) Spécialiste au Royaume-Uni de machines électriques pour le soudage par induction pour plastique notamment, la compagnie RADYNE LTD de Wokingham/Surrey (cf. n° 462 p. 35) sera désormais représentée en Italie et dans le Bassin méditerranéen (Grèce, Tunisie, Israël, Egypte, Libye, Tunisie, Malte, Chypre, etc...) par la société RADYNE-SAPIM ELETTRONICA INDUSTRIALE SpA, nouvellement formée à Milan (capital de Li. 200 millions) et où sa participation (50 %) est portée par la compagnie de portefeuille OLDO HANDELS ANSTALT (Schaan/Liechtenstein).

Présidée par Sir David Brown et membre du groupe DAVID BROWN CORP. LTD (Huddersfield/Yorks.), la fondatrice, qui possède un réseau d'affiliées et succursales dans le monde entier (Paris, Schiedam, New York, etc...), est associée dans la nouvelle affaire, que préside M. Aldo Frascchetti, à la firme de Milan S. A. P. I. M. - PRODOTTI PER L'INDUSTRIA METALLURGICA (capital de Li. 75 millions).

(560/26) Le groupe suisse de matériels électrique de commande haute tension et instruments électroniques de laboratoires pour physique et chimie SPRECHER & SCHUH AG d'Aarau (cf. n° 431 p. 21) s'est donné une filiale aux Pays-Bas, SPRECHER & SCHUH NEDERLAND N. V. (Winterwijk) au capital de Fl. 0,5 million, que dirige M. Herbert Jansen.

Occupant plus de 1.800 personnes dans ses usines au siège, Oberentfelden et Suhr, la fondatrice a une affiliée industrielle en République Fédérale, CONCORDIA SPRECHER SCHALTGERÄTE GmbH (en association avec la firme de Stuttgart CONCORDIA MASCHINEN- & ELEKTRIZITÄTS GmbH), et est également présente en Espagne (ISODEL-SPRECHER SA de Madrid), Autriche (SPRECHER-SCHUH GmbH de Linz), Brésil, etc...

(560/26) Le groupe de Londres THORN ELECTRICAL INDUSTRIES LTD (cf. n° 522 p. 26) a cédé une de ses filiales en Italie, la firme de location et vente d'appareils de radio TELENOLEGGIO SpA de Milan (succursales à Rome, Brescia, Padoue, Turin et Varese), à la société TELERENT ITALIANA SpA (cf. n° 480 p. 23) - membre du GRANADA GROUP LTD de Londres (cf. n° 505 p. 24) - qui l'a absorbée.

GRANADA GROUP anime, à travers sa filiale TELERENT EUROPE SA (Luxembourg), une chaîne de société de leasing et services pour appareils de TV en Belgique (Bruxelles), République Fédérale (Munich), France (Paris), Suisse (Zurich), Espagne (Madrid), etc...

(560/26) Créée en 1969 à La Haye (cf. n° 531 p. 26) par le groupe de New York WESTINGHOUSE ELECTRIC C° (cf. n° 555 p. 21) pour coordonner ses activités dans le domaine de l'équipement lourd en Europe, la compagnie WESTINGHOUSE ELECTRIC EUROPE N. V. a ouvert à Bruxelles une succursale dirigée par M. James B. Wallace.

Le groupe américain a conclu fin 1969 (cf. n° 544 p. 23) en Belgique avec le groupe EMPAIN un accord lui assurant le contrôle à terme du groupe A. C. E. C. ATELIERS DE CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES DE CHARLEROI SA (cf. n° 549 p. 25). Sa principale filiale industrielle dans le pays était jusqu'ici WESTINGHOUSE ELECTRIC CORP. SA (Awans-Bierset), dont il partage le contrôle avec sa filiale de Genève WESTINGHOUSE ELECTRIC INTERNATIONAL SA ainsi qu'avec les compagnies UNION FINANCIERE D'ANVERS-BUFA SA (Anvers), A. C. E. C., FN-FABRIQUE NATIONALE D'ARMES DE GUERRE SA (Herstal) et UNION FINANCIERE & INDUSTRIELLE LIEGEOISE SA (Liège).

## CONSTRUCTION MECANIQUE

(560/27) La compagnie française de machines-outils (presses plieuses hydrauliques lourdes de 20 à 100 t.) PROMECAM-SISSON-LEHMANN SA de St-Denis/Seine-St-Denis (usines au siège, Charleville, et Château-du-Loir/Sarthe notamment - cf. n° 500 p. 25) a étoffé son réseau commercial à l'étranger en installant une filiale aux Etats-Unis, PROMECAM INC. (Aurora/Ind.), et en transformant sa succursale de Montréal en filiale sous le nom de PROMECAM CANADIAN LTD.

Dotée depuis fin 1966 d'une filiale PROMECAM INTERNATIONAL SA à St-Denis (avec succursale à Bruxelles - cf. n° 376 p. 24), la fondatrice est présente depuis 1968 en République Fédérale avec une filiale de vente, PROMECAM MASCHINEN GmbH (Fellbach-Stuttgart). Elle dispose à l'étranger de nombreux licenciés, notamment en Italie, Espagne, Japon, Afrique du Sud, et représentants, notamment METALL HANDELMIJ. N. V. (Zandvoort/Hollande), BACHOFEN & MEIER MACHINEFABRIK (Bulach/Suisse), PRESS & SHEAR MACHINERY C° LTD (Londres), ISBECQUE-TODD SA (Bruxelles), etc...

(560/27) Le groupe allemand de génie chimique, techniques frigorifiques et du soudage, gaz industriels, matériels de manutention, etc... LINDE AG de Wiesbaden (cf. n° 555 p. 24) a étoffé ses intérêts en Grande-Bretagne avec la création à Londres d'une affaire de matériels hydrauliques, LINDE HYDRAULIC LTD (capital de £ 100.000).

Jusqu'ici, le groupe était notamment présent dans le pays grâce à deux filiales communes avec le groupe THE BRITISH OXYGEN C° LTD (Londres), l'une paritaire, BRITISH OXYGEN LINDE LTD, l'autre 40/60, BOC-LINDE REFRIGERATION LTD (capital de £ 100.000), spécialisée dans les équipements de réfrigération. Ses matériels hydrauliques sont du ressort de sa Division GÜLDNER (Aschaffenburg), qui s'est récemment enrichie du Département spécialisé (usine de Mülheim/Ruhr) de la société RHEINSTAHL HÜTTENWERKE AG de Hattingen (cf. n° 553 p. 27), membre du groupe RHEINISCHE STAHLWERKE (Essen).

(560/27) La Division "RENAULT MOTEURS" du groupe de Boulogne-Billancourt REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA (cf. supra, p. 18) a conclu avec le groupe américain TELEDYNE CONTINENTAL MOTORS CORP. - né de la récente fusion de la firme CONTINENTAL MOTORS CORP. de Detroit (cf. n° 535 p. 24) avec sa compagnie-mère TELEDYNE INC. de Los Angeles (cf. n° 550 p. 37) - un accord aux termes duquel celle-ci distribuera désormais aux Etats-Unis et au Canada la gamme de ses moteurs.

Disposant de 250 concessionnaires sur l'ensemble du territoire nord-américain, TELEDYNE, qui distribue déjà les moteurs diesel de la compagnie allemande RHEINSTAHL HANOMAG AG (filiale à Hanovre du groupe RHEINISCHE STAHLWERKE d'Essen - cf. n° 559 p. 30), a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de \$ 200 millions. Les moteurs marins du Département RENAULT MARINE de la Division RENAULT MOTEURS sont représentés aux USA par la compagnie KIEKHAEFFER CORP. de Fond-du-Lac/Wisc. (cf. notamment n° 515 p. 18).

(560/28) Le groupe REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT SA de Boulogne-Billancourt (cf. supra) a constitué une nouvelle filiale à Paris, RENAULT MOTOCULTURE DES DEUX LOIRE SA (capital de F. 100.000), qui, présidée par M. Daniel Vacquette, a pour objet la commercialisation et la maintenance des tracteurs et machines agricoles du groupe. Ces matériels sont notamment construits au Mans/Sarthe par la S. M. A. T. P. -STE DE MATERIELS AGRICOLES & DE TRAVAUX PUBLICS SA (Boulogne-Billancourt), également actionnaire de la nouvelle affaire (cf. n° 452 p.19).

Par ailleurs, les négociations récemment entamées (cf. n° 548 p. 24) entre une autre filiale de RENAULT, la SAVIEM-SA DE VEHICULES INDUSTRIELS & D'EQUIPEMENTS MECANIKES (Suresnes/Hts-de-Seine), et le gouvernement irakien ont débouché sur un accord aux termes duquel celle-ci participera à l'édification d'une usine de montage de poids lourds à Iskandariya (au sud de Bagdad).

(560/28) La représentation en Autriche de l'entreprise allemande de machines-outils et machines pour l'industrie du cuir et de la chaussure FORTUNA-WERKE MASCHINENFABRIK AG (Stuttgart-Bad Cannstatt) sera désormais du ressort de la société FORTUNA INDUSTRIEMASCHINEN GmbH, nouvellement formée à Vienne au capital de Sch. 4 millions avec pour gérants MM. Ulrich Abel et Josef Mrstik. Cette affaire a notamment reçu de ses associés allemand et autrichien les activités de la firme JOSEF MRSTIK JUN. & C° (Vienne).

Au capital de DM. 6 millions, la fondatrice réalise avec 1.100 salariés un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de DM. 40 millions. Elle est présente à Londres avec la société S. A. S. - LEATHER MACHINE C° LTD (cf. n° 456 p. 24).

(560/28) Le groupe mécanique KOMATSU C° LTD de Tokyo (anc. KOMATSU MANUFACTURING C° LTD - cf. n° 440 p. 24) a constitué en République Fédérale une affaire pour la vente de ses presses "Komatsu-Maypres", KOMATSU-MAYPRES GmbH de Strassdorf/Schwäbisch Gmünd (capital de DM. 2 millions), que gèrent MM. Masanori Yokota et Karl Rzychon.

Dans le pays, la fondatrice est notamment représentée par la firme NICHIMEN KOMATSU BAUMASCHINEN GmbH (Gross-Gerau) au capital de DM. 100.000, fondée conjointement avec la compagnie d'Osaka NICHIMEN C° LTD pour la vente de matériels de travaux publics (notamment bulldozers).

(560/28) L'entreprise française d'équipements de manutention (chariots élévateurs notamment) SALEV SA de Boulogne-Billancourt/Hts-de-Seine (cf. n° 297 p. 26) s'est assurée le contrôle à Paris de la S. A. M. E. T. O. -STE D'APPLICATIONS MECANIKES D'ELECTRICITE & DE TOLERIE Sarl (cf. n° 361 p. 23) et de sa filiale STE NOUVELLE DES ETS DYCKHOFF SA, toutes deux spécialisées dans la conception et la fabrication d'unités de stockage ainsi qu'appareils de levage et de manutention.

Le nouveau groupe ainsi formé emploie 650 personnes (dont 500 dans l'usine de Langres/Hte Marne de SALEV, et 150 dans celle de Dinan/C. du N. de SA-METO) et réalise un chiffre d'affaires de F. 60 millions, dont 25 % à l'exportation.

(560/29) Le groupe mécanique américain DRESSER INDUSTRIES INC. de Dallax/Tex. (cf. n° 547 p. 28) a allégé ses intérêts en République Fédérale avec la dissolution de sa filiale de Hambourg DRESSER (GERMANY) GmbH, dont M. Hans Heinz Ewerwahn a été nommé liquidateur.

Dans le pays, le groupe a récemment transféré à la firme CLECO INTERNATIONAL GmbH (Hambourg), filiale directe de sa Division CLECO INDUSTRIAL TOOLS, les activités de sa filiale AIRETOOL DEUTSCHLAND GmbH de Pforzheim (cf. n° 546 p. 28). Par ailleurs, il a doté sa filiale d'engineering de Bruxelles DRESSER EUROPE SA d'une succursale à Einbeck, s'ajoutant à celles déjà ouvertes à Celle, Remscheid et Kiel.

(560/29) Spécialiste à Milan de filtres et séparateurs de gaz pour compresseurs, industrie chimique et pétrochimique, la firme SIIRTEC INC. SALVATORE MILIA a concédé sa représentation au Royaume-Uni à la compagnie FORCOM INTERNATIONAL (UK) LTD (Mitchan/Surrey), créée en août 1968 au capital de £ 2.000.

(560/29) Le rapprochement décidé en 1969 aux Pays-Bas (cf. n° 519 p. 33) entre les chantiers de réparation et construction navale H. S. M. - HOLLANDSE SCHEEPSBOUW MIJ. N. V. (Groot-Ammers) et N. V. SCHEEPSBOUWWERF v/h DE GROOT & VAN VLIET (Slikkerveer) est devenu effectif avec la prise du contrôle du premier (matériaux de chargement, barges, etc...), désormais dirigé par M. I. B. van Vliet, par le second.

(560/29) La firme britannique d'instrumentation pour l'industrie pétrolière (forage) ou pétrochimique LION OIL TOOL HOLDING (INTERNATIONAL) LTD (Norfolk) a installé à Milan (avec succursale à Ancône) une filiale de vente et d'assistance technique, OIL TOOL REPAIR C° ITALIANA Srl (capital de Li. 0,5 million), dirigée par M. Trevor Ross Hart.

EDITION
---------

(560/29) Décidée récemment (cf. n° 534 p. 29), la création à Paris par la STE INFORMAT SYSTEMS Sarl de l'entreprise INFORMATYPE-SERVICE SA est devenue effective. Au capital de F. 300.000, celle-ci, que préside M. Raphaël Taupin, a pour objet l'exploitation d'un centre d'électronique graphique destiné à travailler à façon pour l'imprimerie et l'édition en appliquant un système de traitement électronique des textes nouvellement mis au point.

Ses autres actionnaires sont le groupe LIBRAIRIE HACHETTE SA (cf. n° 531 p. 33) et l'imprimerie STE BRODARD & TAUPIN SA (filiale à 61,08 % du précédent), qui lui confieront leurs travaux de composition.

(560/30) Présidée par M. Marc Midol, la CIE FRANCAISE DE PERIODIQUES SA (Paris), holding de presse du groupe PROUVOST (cf. N° 40 p. 25), a acquis le quart de la participation (12 %) de la S. N. E. P. I. C. -STE NOUVELLE D'ETUDE & DE PUBLICITE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE (propriété de M. Paul Rudloff, qui la préside) dans le groupe EDITIONS ROBERT LAFFONT SA de Paris (cf. N° 490 p. 28) dont le principal actionnaire est depuis fin 1965 (cf. N° 490 p. 28), avec 46,3 %, le groupe de New York TIME INC. (cf. N° 541 p. 25).

Le groupe PROUVOST sera représenté au conseil de LAFFONT (présidé par M. Robert Laffont, actionnaire pour 18 % environ) par M. Jean Prouvost, par ailleurs président des EDITIONS PIERRE CHARRON SA de Paris, filiale directe à 74,1 % de FRANCAISE DE PERIODIQUES (dont les familles Prouvost et Beghin se partagent le contrôle 50/50, la première étant en fait, directement ou indirectement, majoritaire à 62,5 % dans EDITIONS PIERRE CHARRON).

En Europe, le groupe TIME est associé pour 33,3 % en République Fédérale dans la firme ROWHOLT TASCHENBUCHVERLAG GmbH de Reinbek (cf. N° 490 p. 28) et il a pris récemment à Londres une participation de 40 % dans la maison d'édition ANDRE DEUTSCH LTD.

(560/30) La maison d'édition suisse DELACHAUX & NIESTLE SA (Neuchâtel) a ouvert à Bruxelles une succursale dirigée par M. Robert Vyttebrouck.

(560/30) Des intérêts italiens représentés notamment par M. Robert Barbieri (Milan) et le holding suisse ELVIPRESS SA de Lugano (créé fin 1968 au capital de FS 50.000), majoritaire, ont été à l'origine à Paris de la société d'édition ELVIFRANCE Sarl (capital de F. 20.000), dont M. Giancarlo Stefanotti (Milan) est gérant (non-associé).

(560/30) Le réaménagement en cours (cf. N° 550 p. 30) des intérêts du groupe d'édition qu'anime à Paris M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se poursuivra avec l'absorption par la STE DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES & DE RECHERCHES-SPIR SA (Paris) de la société PRESSE-UNION SA (cf. N° 554 p. 25) : celle-ci - devenue holding lors de la cession de son activité "presse" (et notamment de l'exploitation de l'hebdomadaire "L'Express") à la société EXPRESS UNION SA - apportera à SPIR un portefeuille comprenant notamment des participations de 95,22 % dans EXPRESS UNION, 85 % dans TECHNIC UNION SA (cf. N° 529 p. 22), 51 % dans LISTE UNION SA (cf. N° 548 p. 25), 13,6 % dans STE DIDOT-BOTTIN SA, ainsi que dans SA PRODUCTIONS CLAUDE TCHOU, le tout évalué, brut, à F. 16,7 millions.

En rémunération de ces apports, SPIR (ancien holding de la famille Carnot, passé en juin 1969 sous le contrôle du groupe "Express") portera son capital à F. 6 millions. Transformée en GROUPE EXPRESS SA, elle sera présidée par M. J. J. Servan-Schreiber et comptera notamment parmi ses administrateurs M. Jean Riboud (président de SCHLUMBERGER LTD de New York - cf. N° 553 p. 24).

(560/31) Fondée en 1876, la maison d'édition de La Haye **UITGEVERIJ J. N. VOORHOEVE**, qui avait jusqu'ici trois filiales principales: **JAN HAN N. V.** de Groningue, **A. VOORHOEVE (BREDEE)** de Bossum et **VAN' T LINDENHOUSTICHTING** (Neerbosch/Nimègue), spécialistes d'éditions pour enfants, a pris à Ede le contrôle de l'entreprise d'éditions scolaires "**DE DELUWE**" (**J. HARTMAN**).

ELECTRONIQUE
--------------

(560/31) Nouvellement formée à Düsseldorf-Oberkassel avec pour gérant **M. Heinz Becker**, la société **DBO-SYSTEME FÜR DATENVERARBEITUNG & BETRIEBSWIRTSCHAFTLICHE ORGANISATION GmbH** (capital de DM 100.000) l'a été pour la distribution des systèmes d'informatique de la compagnie suisse **DBO AG FÜR DATENVEARBEITUNG & BETRIEBSWIRTSCHAFTLICHE ORGANISATION** (Zurich). Celle-ci, dont le capital a été récemment doublé à FS 100.000, est présidée par **M. Eric Funk**.

(560/31) En même temps (cf. N° 555 p. 25) qu'elle installait une filiale à Francfort, **CYBERNETICS INTERNATIONAL GmbH** (capital de DM 20.000) avec pour gérant **M. Kenneth W. Kert** (Londres), la compagnie de software de New York **CYBERNETICS INTERNATIONAL CORP.** (affiliée au groupe **BANKERS TRUST C°** de New York, à travers la **BANKERS INTERNATIONAL CORP.**) s'y assurait le contrôle de l'entreprise de prestations de service **GEBRÜDER KRAFT OHG**.

(560/31) Le groupe électrique et électronique de Berlin et Munich **SIEMENS AG** (cf. N° 559 p. 34) a renforcé ses intérêts en Amérique Latine - 4 usines en Argentine, 3 au Brésil et 1 au Mexique, Colombie et El Salvador, réalisant avec quelque 10.000 salariés un chiffre d'affaires annuel de DM 490 millions (5 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe) - en s'associant au groupe de New York **RCA CORP.** (cf. N° 539 p. 32) dont il est licencié en matière d'informatique. Deux filiales communes, l'une (51/49) au Brésil, **INTERDATA LTDA** de Sao Paulo (capital d'une contrevaleur de DM 5 millions), l'autre (49/51) au Venezuela, **INTERDATA LTDA** (Caracas), vendront des matériels d'informatique sur ces deux marchés, y entrant ainsi en concurrence avec le groupe **IBM-INTERNATIONAL BUSINESS MACHINE CORP.** d'Armok/N. Y. (cf. N° 550 p. 43).

**SIEMENS** - dont l'usine de Singapour, sur le point de démarrer, fera l'objet durant les trois années à venir d'investissements d'extension pour un montant de DM 20 millions - a par ailleurs souscrit en Autriche, à travers sa filiale à 75 % **WIENER KABEL- & METALLWERKE AG** (en association pour le solde avec le groupe **ELIN UNION AG FÜR ELECTRISCHE INDUSTRIE**), à l'augmentation de Sch. 1 à 136 millions du capital de sa filiale **NACHRICHTENTECHNISCHE WERKE AG** (Vienne), commune (49/48, 3 % des actions restant bloquées) avec la compagnie **WIENER SCHWACHSTROMWERKE AG** qui lui a fait apport de ses activités en matière de télécommunications.



(560/32) L'entreprise belge de composants et isolants, steatites, condensateurs, fils enduits, etc ... pour électronique CLOFIS Sprl (Overijse/Brabant) a installé une filiale commerciale à La Haye, CLOFIS NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 30.000), que dirige M. Ferdinand Globus, son propre gérant.

(560/32) Le regroupement récemment décidé (cf. n° 544 p. 27) des sociétés concernées par le "Plan Calcul" français deviendra effectif avec l'absorption par la C.I.I. -CIE INTERNATIONALE POUR L'INFORMATIQUE SA (Louvenciennes/Yvelines) de la SPERAC-SYSTEMES & PERIPHERIQUES ASSOCIES AUX CALCULATEURS SA. Forte de 5.500 employés, l'affaire issue de cette opération restera sous le contrôle à 70 % de la FININFOR-CIE FINANCIERE POUR L'INFORMATIQUE SA et affiliée aux groupes SCHNEIDER SA (cf. n° 558 p. 28) pour 25 % et RIVAUD & CIE Scs (à travers MINES DE KALI-SAINTE-THERESE SA - cf. n° 544 p. 27) pour 4,3 %.

Ancienne CITEC-CIE POUR L'INFORMATION & LES TECHNIQUES ELECTRONIQUES DE CONTROLE SA, la FININFOR est elle-même filiale 52/48 des groupes THOMSON C.S.F. SA (cf. n° 550 p. 31) et C.G.E. -CIE GENERALE D'ELECTRICITE SA (cf. n° 554 p. 34), ces deux derniers se partageant à parité le contrôle de SPERAC. Il n'a pas été donné suite au projet initial de réorganisation selon lequel la SPERAC devait fusionner avec la STE DE TRANSMISSIONS DE DONNEES SA (filiale de C.G.E.) au sein d'une nouvelle affaire, SPERAC CORTES, contrôlée par FININFOR.

(560/32) Membre à Londres du groupe DICTAPHONE CORP. (Rye/New York), la firme DICTAPHONE C° LTD (usines à Acton et East Kilbridge/Scotland) a obtenu la représentation en Grande-Bretagne des calculatrices électroniques du groupe français SCHNEIDER-RADIO TELEVISION SA d'Ivry s/Seine (cf. n° 522 p. 25).

Celui-ci dispose d'une gamme de huit machines "Exatroniques" produites dans son usine du Mans/Sarthe, montées à Ivry s/Seine et commercialisées (50 % de la fabrication) dans plus de vingt pays, notamment aux Etats-Unis par le groupe HONEYWELL INC. de Minneapolis (cf. n° 557 p. 22).

(560/32) Passée fin 1968 sous le contrôle à 80 % du groupe THE RANK ORGANISATION LTD de Londres (cf. n° 549 p. 24), la compagnie d'équipements électroniques et mécaniques de diffusion et reproduction de son et images DISCATRON HOLDING LTD (Londres) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale belge DISCATRON EUROPE SA (Nivelles), dont elle partageait le contrôle à parité avec le groupe de fabrication de pièces de voitures (chassis, moteurs, etc ...) HALLAM, SLEICH & CHESTON LTD de Londres (directement et à travers sa filiale de Nivelles WIDNEY EUROPE SA - cf. n° 417 p. 24).

(560/33) Filiale à Culver-City/Cal. du groupe aéronautique américain HUGHES AIRCRAFT C° (cf. n° 473 p. 20), la compagnie HUGHES AIRCRAFT SYSTEMS INTERNATIONAL C° (systèmes accessoires et équipement électronique) a ouvert à Bruxelles une succursale dont la direction a été confiée à M. E. van Rijswick.

C'est également à Bruxelles que le groupe a récemment (cf. n° 473 p. 20) transféré son siège européen, que dirige M. G. E. Todd. Dans le pays, il dispose également d'une succursale à Auderghem.

ENGINEERING
-------------

(560/33) Présente depuis 1969 en Europe avec une filiale en Suisse, R. J. BROWN & ASSOCIATES CORP. AG de Zug (capital de FS. 400.000), la firme américaine d'engineering et transports pétroliers ainsi que travaux offshore R. J. BROWN C° (Houston/Tex.) a installé à Rotterdam une affiliée, R. J. BROWN & ASSOCIATES N. V. (capital de Fl. 50.000), dirigée par M. G. S. Hinkle et contrôlée par M. C. B. H. Loeff (Schiedam).

(560/33) Le groupe chimique d'Oslo NORSK HYDRO-ELEKTRISK KVAELSTOF A/S (cf. n° 236 p. 28) a accordé au groupe d'engineering de Francfort LURGI (cf. n° 557 p. 24) une licence pour la conception et la construction d'usines d'engrais et autres produits chimiques selon ses procédés. Le groupe norvégien a récemment mis à l'étude la construction dans le Nord de la République Fédérale d'une usine de magnésium, où il aura pour partenaire la compagnie de potasses et sels gemmes SALZDETHFURTH AG de Hanovre (cf. n° 555 p. 26), affiliée pour 25 % environ, à travers la compagnie WINTERSHALL AG (Celle et Kassel), au groupe de Ludwigshafen B. A. S. F. -BADISCHE ANILIN- & SODA-FABRIK AG.

Ce dernier a lancé par ailleurs une offre pour acquérir l'intérêt de 0,8 % devant lui donner le contrôle absolu de l'entreprise de laques, peintures et vernis HERBOL-WERKE HERBIG-HAARHAUS AG de Cologne (cf. n° 545 p. 21), au capital de DM. 10 millions, qu'il absorbera.

(560/33) Membre à Milan du groupe de Rome E. N. I. - ENTE NAZIONALE IDROCARBURI (cf. n° 556 p. 30), la firme d'engineering et prospection de minerais nucléaires SOMIREN-STA MINERALI RADIOATTIVI ENERGIA NUCLEARE SpA (cf. n° 524 p. 28) a conclu avec le groupe de Toronto DENISON MINES LTD (cf. n° 536 p. 32) de nouveaux accords d'association portant sur la recherche commune aux USA de minerais d'uranium dans le Sud-Dakota.

Les deux partenaires collaborent depuis 1968 (cf. n° 490 p. 34) aux Etats-Unis pour l'exploitation conjointe de minerais radioactifs dans le Montana et le Wyoming.

(560/34) Le groupe britannique PURLE BROS. HOLDINGS LTD (Tayleigh/Essex) sera associé 49/51 à la compagnie française d'engineering mécanique pour le traitement des déchets industriels C. E. T. R. I. M. - CIE EUROPEENNE DE TRAITEMENT DES RESIDUS INDUSTRIELS & MENAGERS Sarl (Paris) au sein de la société CETRIM-PURLE SA (capital de F. 3 millions), où sa participation - en cas d'augmentation ultérieure du capital - ne sera pas inférieure à ses apports initiaux en brevets, licences et know how, etc . . . , soit 20 %.

CETRIM a été créée fin 1969 (capital de F. 20.000) par la STE PYRENEENNE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES-S. P. E. I. SA (Paris) et la SITRAM-STE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE DE TRANSPORT & DE MANUTENTION SA (cf. n° 523 p. 37) - membre du groupe MARINE FIRMINY SA (cf. n° 559 p. 40) qui y a une participation directe de 4,89 % et de 51,7 % à travers sa filiale à 68,3 % MINES D'ANDERNY CHEVILLON SA (cf. n° 405 p. 23) - représentées respectivement à sa gérance par MM. Philippe Reille et Robert Saunal.

## FINANCE

(560/34) Le CREDIT SUISSE SA de Zurich (cf. n° 555 p. 19) a pris le contrôle majoritaire à Hambourg de la banque d'affaires WILH. FLOHR BANK AG (capital de DM. 3 millions), qui appartenait jusqu'ici au financier allemand Herbert Neumann.

Celui-ci est le principal animateur d'un groupe international de onze sociétés d'investissements, dont le chef de file est la compagnie canadienne WORLD-WIDE INVESTMENT RESEARCH C° (W.I.R.) de Toronto/Ont. Parmi celles-ci figurent W.I.R. BÜROVERMIETUNG & BÜROVERWALTUNG GmbH de Munich (capital de DM. 20.000), WORLDWIDE INVESTMENT RESEARCH C° LUXEMBOURG SA (F. Lux. 250.000), etc . . . Le groupe comprenait également en Suisse la société IROWIR AG (Zug), récemment mise en faillite, qui contrôlait à 80 % à Munich la firme W.I.R. ANLAGEBERATUNG GmbH (en association pour le solde avec FLOHR BANK), elle-même depuis peu en situation concordataire.

(560/34) Nouvellement constituée en Suisse, la société de leasing de machines, installations et know-how SOFAL GmbH de Zug (capital de FS. 100.000), que gèrent MM. Jürg Schoch et Oscar Menz, est le fruit d'une association entre MM. Dieter et Alfred Höll (20 % chacun) - propriétaires de l'entreprise métallurgique allemande (notamment tubes, boîtes et bombes pour aérosols) TUBENFABRIK KARL HÖLL GmbH (Langenfeld/Rhld), qui occupe 400 personnes dans ses usines au siège et à Kirchheimbolanden/Pfz - M. Max Gisinger (12 %) et M. et Mme Mägerle (48 %).

Ces derniers sont les animateurs de l'entreprise de machines-outils, machines d'imprimerie et moteurs "diesel" GEBR. MÄGERLE AG MASCHINENFABRIK d'Uster/Zurich (capital de FS. 0,5 million), que préside M. Karl Mägerle.

(560/35) Le groupe d'Amsterdam BANK & ASSURANTIE ASSOCIATIE N. V. - qui contrôle notamment à La Haye la BANK MEES & HOPE N. V. (cf. infra), avec sièges principaux à Rotterdam et Amsterdam - aura désormais pour associé (10 %) au Surinam le groupe canadien BANK OF NOVA SCOTIA LTD de Halifax et Toronto (cf. n° 476 p. 25) dans la banque d'affaires et de dépôts VERVUURTS BANK N. V. (Paramaribo), où les intérêts locaux - dont la MADURO & CURIEL'S BANK N. V. (Curaçao) avec 50 % depuis 1968 - demeureront majoritaires à 80 % (cf. n° 474 p. 24).

BANK OF NOVA SCOTIA a en Europe une filiale à Londres (avec succursale à Glasgow, Dublin, Edimburgh et Belfast) et des succursales à Rotterdam, Munich, Bruxelles, Athènes, etc...

(560/35) Il entre dans les intentions du groupe de Tokyo MITSUI & C° LTD (cf. n° 533 p. 34) de former à Luxembourg la compagnie MITSUI INTERNATIONAL FINANCE C° SA (capital initial de \$ 1 million) qui, sous le contrôle direct d'une dizaine d'affiliées (dont MITSUI BUSSAN - MITSUI TRADING C° avec 30 %), sera chargée, en coopération avec la BANQUE LAMBERT Scs (Bruxelles), de financer l'expansion de ses filiales en Europe.

L'une des filiales du groupe, MITSUI GINKO N. V. (Tokyo, avec succursales à Londres, New York, Bangkok, Singapour, etc...), septième banque du Japon, a notamment des intérêts dans la banque internationale pour l'Afrique et l'Australie KOKUSAI GODO GINCO K. K. (Tokyo) - où elle a pour associées les entreprises SANWA GINKO NOMURA SHOKEN et KANGYO GINCO - ainsi que dans les établissements financiers MITSUI SHINTAKY GINKO K. K. et TAISHO KAIJYO KASAI K. K., la firme d'assurances MITSUI SEIMEI HOKEN K. K., etc...

(560/35) Récemment passé sous le contrôle de la BANK MEES & HOPE N. V. d'Amsterdam et Rotterdam (cf. n° 547 p. 30 et supra), le holding immobilier de La Haye NED. BANKINSTELLING VOOR WAARDEN BELAST MET VRUCHTGEBRUIK & PERIODIEKE UITKEERINGEN N. V. (cf. n° 527 p. 27) a mis en liquidation sa filiale de gestion en République Fédérale VERWALTUNGSGESELLSCHAFT DER N. V. NEDERLANDSCHE BANKINSTELLING GmbH (Mannheim) et a chargé M. Ruprecht Röver de cette opération.

Ce holding s'était déjà défait dans le pays de ses intérêts - à travers la compagnie ALSTER GRUNDSTÜCKVERWALTUNGS GmbH (Mannheim) qui, après avoir absorbé la société MODEHAUS NEUGEBAUER GmbH (Mannheim), en avait repris la raison sociale - dans le secteur de la distribution d'articles de confection au profit de l'entreprise PEEK & CLOPPENBURG KG (Düsseldorf).

(560/35) La BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE INDUSTRIELLE & FINANCIERE SA de Paris (cf. n° 556 p. 28) a participé pour 5 %, aux côtés des banques de Londres HAMBROS BANK LTD (cf. n° 559 p. 36) et de San Francisco WELLS FARGO BANK (cf. n° 531 p. 36) pour 10 % chacune, à la création à Dubai de la DUBAI BANK LTD, dont le capital de \$ 2,4 millions est détenu à raison de 75 % par des intérêts locaux.

(560/36) Membre du groupe public de Rome I. N. A. -ISTITUTO NAZIONALE DELLE ASSICURAZIONI SpA (cf. n° 493 p.14), la compagnie LE ASSICURAZIONI D'ITALIA SpA (cf. n° 545 p.17) est devenue actionnaire à Milan de la BANCA LORIA & C° SpA (cf. n° 539 p.32). Présidée par M. Riccardo Sestilli, celle-ci (capital de Li. 500 millions et Li. 12,14 milliards de comptes créditeurs fin 1969) appartenait jusqu'ici à la COMIFIL-CIA FINANZIARIA DI MILANO SpA (Milan) et à la filiale à Londres BANKERS TRUST INTERNATIONAL LTD (anc. RODO INTERNATIONAL LTD - cf. n° 508 p.27) du groupe de New York BANKERS TRUST C° (cf. n° 557 p.26).

ASSICURAZIONI D'ITALIA a récemment porté son capital à Li. 4,3 milliards pour avoir absorbé la firme d'assurances FIUMETER SpA (Rome), également contrôlée par l'I. N. A.

(560/36) La BANQUE DE L'INDOCHINE SA de Paris (cf. n° 559 p. 36) a négocié l'absorption de son affiliée (20 %) CIE DES EAUX & D'ELECTRICITE D'INDOCHINE SA (capital de F. 16,8 millions). ainsi que de deux des filiales de celle-ci : UNION ELECTRIQUE D'INDOCHINE SA (F. 1,8 million) et CENTRALE D'ECLAIRAGE & D'ENERGIE SA (F. 1,9 million). A la suite de cette opération, sa participation directe dans la STE ALSACIENNE DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES-ALSPI SA (cf. n° 553 p. 34) se trouvera portée à plus de 7 %.

(560/36) Le CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE SA de Paris (cf. n° 556 p.28) a installé à Beyrouth, sous la direction de M. Mounir Hemaya, une représentation générale compétente pour le Moyen-Orient.

Une opération de même nature avait été effectuée en mai 1969 par une autre banque française, CREDIT LYONNAIS SA (cf. n° 512 p.28).

(560/36) Filiale à Genève de la firme de brokers de New York BACHE & C° INC. (cf. n° 539 p.33), la compagnie BACHE & C° OVERSEAS SA a mis fin aux activités de sa succursale de Bruxelles.

La firme américaine, qui a récemment ouvert deux succursales en Europe (Dusseldorf et Zurich), étudie par ailleurs l'éventualité d'une cession de son contrôle sur la banque d'affaires de Francfort BANKHAUS BACHE & C° GmbH à des intérêts allemands.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE
-----------------------

(560/37) Le groupe de conserves alimentaires, condiments et jus de fruits (Del Monte, Alymer, etc...) de San Francisco DEL MONTE CORP. (anc. CALIFORNIA PACKING CORP. - cf. n° 406 p. 30) a installé à Paris une filiale commerciale, DEL MONTE (FRANCE) SA (capital de F. 100.000), présidée par M. J. Massey.

La fondatrice a de nombreuses filiales (industrielles et commerciales) en Europe : CALPAK SpA de Milan (usine à San Felice Sul Parano - cf. n° 357 p. 29), DEL MONTE BELGIUM SA de Bruxelles (anc. DEL MONTE EUROPE SA, que contrôle le holding du groupe à Panama), BRITISH SALES LTD (Feltham/Mddx. et West Lynn/Norfolk), CALPAK ESPANOLA SA (Barcelone), etc...

(560/37) C'est une participation de 34 % (17 % chacune) que se sont assurées à Reims les entreprises françaises de spiritueux MAISON REMY MARTIN & CIE SA de Cognac/Charente et COINTREAU Sarl d'Angers/M. & L. (toutes deux contrôlées par la famille Rémy-Martin) dans la maison de vins de champagne KRUG & Cie Sarl à l'occasion de l'augmentation de son capital à F. 6,1 millions. Cette opération a permis à REMY MARTIN et KRUG de resserrer leurs liens commerciaux (elles ont pour distributeurs communs en Grande-Bretagne et en France respectivement les firmes REID PYE & CAMPBELL LTD et RIVIERE DISTRIBUTION, notamment en Belgique où la SOVEDI-STE DE VENTE & DE DISTRIBUTION SA (St-Gilles-Bruxelles), qui distribue les marques de ses fondatrices REMY-MARTIN, COINTREAU et IZARRA-DISTILLERIE DE LA COTE BASQUE Sarl (Bayonne), assurera désormais également la représentation de KRUG.

Cette dernière, qui reste sous le contrôle à 66 % de la famille Krug, réalise avec 400.000 bouteilles/an un chiffre d'affaires de l'ordre de F. 7 millions, dont 70 % à l'exportation notamment vers le Royaume-Uni, la Belgique, l'Italie (où elle est représentée par la compagnie S. I. L. V. E. R. DI GIORGIO BERNARDINI & C° Sas de Florence), les USA (DREYFUS ASHBY & C°), la Suisse (BERGER & C° de Langnau), la Suède ... En France, elle dispose de deux filiales, BROSSAULT & CIE de Bordeaux (à vocation commerciale) et CHAMPAGNE E. ROUSSIN (Reims).

(560/37) Décidée récemment (cf. n° 549 p. 34), la concentration des entreprises françaises de confiserie ANC. ETS KESTELOOT & CIE Sarl (Mouvaux/Nord) et CIPAL-CIE INDUSTRIELLE DE PRODUITS D'ALIMENTATION SA (Roubaix) est devenue effective au profit de la seconde, qui a porté son capital à F. 4 millions en rémunération d'actifs bruts estimés à F. 1,4 million.

Présidée par M. Léon Desprets, CIPAL, qui exploite les marques "Lamy", "Saint-Pierre" et "Marly", auxquelles s'ajoutent désormais "Toutexky", "Cauchy" et "Cho'cram", a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de F. 30 millions avec ses confiseries de sucre et "toffées" (usine de Roubaix) et ses confiseries de chocolat (Tourcoing).

(560/38) La brasserie de Francfort HENNINGER BRÄU KGaA (cf. n° 547 p. 32) a consolidé son implantation à l'étranger avec d'une part la création d'une filiale industrielle (opérationnelle en 1971) en Grèce, HENNINGER HELLAS SA, et d'autre part la conclusion d'un accord de licence, à travers sa filiale internationale HENNINGER INTERNATIONAL BRAUEREIBERATUNG & MANAGEMENT GmbH de Francfort (capital de DM. 5 millions), avec la brasserie jordanienne ARAB BREWERIES C° LTD (Amman) qui produira désormais des bières "Henninger" dans une nouvelle usine d'une capacité de 20.000 hl/an.

Affiliée pour 25 % chacun au groupe brassicole ainsi que de tabacs et cigarettes REEMTSMA CIGARETTENFABRIKEN GmbH (Hambourg) - associé commandité de la compagnie industrielle H. F. & PH. R. REEMTSMA GmbH & C° KG (Hambourg) - et à la compagnie de portefeuille de Zurich INDUWAG AG FÜR INDUSTRIEWERTE (à travers la société TREUHAND-WEST GmbH de Francfort), HENNINGER possède une capacité de plus de 2 millions de hl/an et a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires consolidé de DM. 225 millions. Parmi ses principales filiales figurent les sociétés FLORIDA INTERNATIONALE FRUCHTSAFTGETRÄNKE GmbH de Francfort - cf. n° 537 p. 29); WESTGETRÄNKE GmbH avec sa propre filiale KRONTHALER BRUNNEN GmbH - chargée en partie de la mise en bouteilles des soft-drinks "Florida Boy Orange" et "Seven-up" (sous licence de la compagnie américaine THE SEVEN-UP C° de St-Louis/Mo. - cf. n° 484 p. 26) - FONTANA GETRÄNKE GmbH, etc ...

A l'étranger, où elle s'intéresse à des projets en Turquie, Tunisie, Portugal et Canada, elle est notamment présente en Argentine, CERVECERIA BIECKERT SA (Llavallol), CERVECERIA CORDOBA SA (Cordoba), CERVECERIA SCHNEIDER SA (Santa Fe) et SEVEN-UP CONCESIONES SA, ainsi qu'en Italie, C. I. D. BIRRA HENNINGER SpA de Valverde/Sicile (capacité de 80.000 hl/an) et S. I. B. -SOC. INTERNAZIONALE BIRRARIA SpA d'Aoste (100.000 hl/an); en Espagne, ses licenciées HENNINGER ESPANOLA SA (Madrid) et CERVECERAS ASOCIADAS SA (Barcelone) sont récemment passées du contrôle direct du groupe américain JOS. SCHLITZ BREWING C° de Milwaukee/Wis. (cf. n° 530 p. 29) à celui de l'affiliée (30 %) de celui-ci, LA CRUZ DEL CAMPO SA (Séville), avec laquelle HENNINGER négocie également un accord commercial.

(560/38) Coiffée par la fondation CARLSBERG FONDET, la brasserie de Copenhague CARLSBERG BRYGGERIERNE A/S (cf. n° 444 p. 34), qui dispose d'une capacité de 3,25 millions de hl/an, a confié sa représentation pour la région nord-ouest de la République Fédérale à l'entreprise de négoce en gros de boissons HEINRICH NAGEL KG (Elze/Hanovre), complétant ainsi ses représentations de Cologne (MATTH. HARZHEIM KG), Stuttgart (A. SCHMID oHG) et Hambourg (PAUL ED. NÖLTING & C° KG).

Co-fondatrice il y a peu de temps (cf. n° 554 p. 32) avec ces trois dernières de la société IB INTERBIER GES. ZUR FÖRDERUNG DES BIER- & GETRÄNKE-HANDELS mbH de Hanovre (capital de DM. 48.000), que gère M. Hans Harzheim, l'entreprise allemande, propriété de M. Heinz Nagel, réalise avec 500 salariés un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de DM. 70 millions. Ses principales filiales sont les firmes HERMANN KOLLE GmbH (Hanovre), GUSTAV SCHADLICH GmbH (Bellinghen) et BAYERNBRAU GmbH de Göttingen (50 %).



(560/39)                      Objet d'un récent accord en France (cf. n° 558 p. 35), la prise par l'entreprise de conserverie alimentaire STE OLIDA & CABY ASSOCIES SA (Neuilly/Hts-de-Seine) d'un intérêt de 33,3 % dans la firme de salaisons ETS FLEURY & MICHON SA deviendra effective avec l'apport par certains actionnaires de celle-ci d'une partie de leur participation à celle-là, qui portera en conséquence son capital à F. 71,6 millions.

Parmi les cédants figurent notamment les familles Fleury et Michon (qui resteront toutefois majoritaires), la STE D'ALIMENTATION PARISIENNE SA (Paris), la BANEXI-BANQUE POUR L'EXPANSION INDUSTRIELLE SA (filiale de la B.N.P. -BANQUE NATIONALE DE PARIS - cf. n° 541 p. 36) et la STE DE BANQUE SUISSE SA de Bâle (cf. n° 550 p. 47).

(560/39)                      Les firmes belges d'aliments composés pour volailles et bétail SA DES USINES REMY de Wijgmaal-Gérent/Brabant (cf. n° 540 p. 28) et USINES DE STORDEUR SA de Wilsele/Louvain (cf. n° 530 p. 21) ont conclu un accord de mise en commun de leurs ressources industrielles, scientifiques et commerciales, assorti de la prise d'une participation de 45 % de la première dans la seconde.

(560/39)                      L'entreprise sucrière et chocolatière française SIAMNA SA de Vinneloy/S. & M. (cf. n° 537 p. 29) se transformera en holding après avoir fait apport de l'ensemble de ses actifs industriels et commerciaux à son affiliée (10 %) SA DES SUCRERIE & DISTILLERIE AGRICOLES DE LIZY-SUR-OURCQ (Lizy-sur-Ourcq/S. & M.), dont elle détiendra alors 85,5 % du capital porté à F. 19,68 millions.

Parmi les participations de la SIAMNA figurent notamment des intérêts de 97 % dans STE H. & P. CHASLES, MOULIN DE VERNEUIL L'ETANG Sarl (Verneuil l'Etang/S. & M.), 95 % dans MOULIN AGRICOLE DE MEAUX SA (Villenoy), 31,02 % dans STE D'EXPLOITATION DU GARAGE CENTRAL (Meaux), etc...

(560/39)                      Dans le cadre de la fusion en cours (cf. n° 556 p. 29) en France entre les sociétés d'Epernay/Marne CHAMPAGNE MERCIER SA et MAISON MOET & CHANDON SA, le groupe GENERALE ALIMENTAIRE SA-G.A.S.A. de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. n° 559 p. 38) a décidé de se défaire de son intérêt (récemment acquis) de 10 % dans la première.

METALLURGIE

(560/40) Propriété du Land de Bavière, l'entreprise mécanique, salinière et charbonnière allemande BHS-BAYERISCHE BERG-, HÜTTEN- & SALZWERKE AG (Munich) s'est associée à la compagnie métallurgique (notamment fabrications en métaux légers telles que conteneurs, échelles, etc...) ZARGES-LEICHTMETALLBAU KG (Weilheim/Obb.) pour assurer la conversion de ses charbonnages de Peissenburg (cf. n° 555 p. 22) : une filiale paritaire, COMETALL GmbH, investira quelque DM. 10 millions dans la construction d'une usine de transformation d'aluminium et d'acier et de constructions métalliques.

ZARGES, qui appartient à plusieurs membres de la famille Zarges, réalise avec 900 salariés un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 30 millions. Outre des licenciées en Suisse, EDAG AG de Schaffhouse (avec succursale à Zurich), et au Nigéria, ALUMACO LTD (Lagos), elle possède des sociétés de vente à Paris, ZARGAL Sarl (capital de F. 230.000), et à Vienne, ZARGES-LEICHTMETALLBAU GmbH.

(560/40) L'échec en 1969 des négociations (cf. notamment n° 505 p. 33) menées en vue de la formation, sous le nom de NORDSTAHL AG, d'un groupe sidérurgique rassemblant les compagnies KLÖCKNER-WERKE AG (Duisburg), ILSEDER HÜTTE (Peine) et SALZGITTER HÜTTENWERK AG (Salzgitter) a incité la compagnie mère de cette dernière, SALZGITTER AG de Berlin et Salzgitter (cf. n° 555 p. 37), à rechercher une solution à deux grâce à l'ouverture de négociations avec la compagnie de Peine.

SALZGITTER (capital de DM. 300 millions) est propriété de l'Etat Fédéral, qui est également actionnaire direct pour 25,15 % d'ILSEDER HÜTTE pour y avoir repris l'intérêt du holding public VIAG-VEREINIGTE INDUSTRIE-UNTERNEHMUNGEN AG de Bonn (capital de DM. 304 millions), auquel il envisage le transfert de toutes ses participations industrielles directes (entraînant une élévation de son capital à DM. 1,5 milliard environ, dont une partie pourrait être offerte au public). Dans une première étape, il s'agirait, outre SALZGITTER et ILSEDER HÜTTE, du holding INDUSTRIEVERWALTUNGS GmbH de Bonn-Bad Godesberg (capital de DM. 50 millions), de la DEUTSCHE INDUSTRIEANLAGEN GmbH de Berlin (DM. 65 millions) et de la PRAKLA GES. FÜR PRAKTISCHE LAGERSTATTENFORSCHUNG GmbH de Hanovre (DM. 6 millions); puis ce serait le tour des participations de 74 % et 16 % respectivement détenues dans les groupes SAARBERGWERKE AG de Saarbrück (DM. 350 millions) et VOLKSWAGEN-WERK AG de Wolfsburg (DM. 750 millions, en cours d'augmentation à DM. 900 millions).

(560/41) La compagnie métallurgique de Hambourg NORD-DEUTSCHE AFFINERIE AG (cf. n° 551 p. 33) a négocié son entrée en tant qu'associé majoritaire dans l'entreprise câblière CABLO GmbH FÜR KABELERZEUGUNG (Hambourg).

Au capital de DM. 105 millions, NORDDEUTSCHE AFFINERIE, qui a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de DM. 1,37 milliard, est filiale 40/40/20 des groupes de Francfort METALLGESELLSCHAFT AG (cf. n° 559 p. 24) et DEGUSSA-DEUTSCHE GOLD- & SILBERSCHEIDENANSTALT VORM. RÖSSLER AG (cf. n° 551 p. 33) et de Londres AMALGAMATED METAL CORP. LTD (à travers THE BRITISH METAL CORP. LTD). Parmi ses récentes initiatives, figurent l'acquisition d'un intérêt de moitié dans la compagnie ERTEL, BIEBER & C° GmbH (Hambourg) et d'un peu plus de 25 % dans la société OTAVI MINEN & EISENBAHN GESELLSCHAFT (Francfort).

(560/41) La mise en commun des activités "tubes d'acier" des groupes MANNESEMAN AG (Düsseldorf) et AUGUST THYSSEN HÜTTE AG (Duisburg-Hamborn) au sein d'une filiale 66,6/33,3, MANNESEMANNRÖHRENWERKE GmbH de Düsseldorf (cf. n° 557 p. 29), a été complétée par le transfert par le second au premier de ses filiales de Düsseldorf THYSSENROHR INTERNATIONAL GmbH (capital de DM. 3 millions) et THYSSEN ROHRLEITUNGSBAU GmbH (DM. 10 millions) - cette dernière devant être fusionnée avec MANNESEMAN-ROHRLEITUNGSBAU GmbH (Düsseldorf) pour donner naissance à la société MANNESEMAN-ROHRBAU AG.

Réciproquement, THYSSEN a acquis la filiale MANNESEMAN-STAHLEBLECHBAU GmbH de Düsseldorf (DM. 10 millions), et il conserve par ailleurs son intérêt de 32,6 % dans le chantier naval BLOHM & VOSS AG de Hambourg (cf. n° 470 p. 22).

(560/41) Contrôlant en Europe depuis fin 1967 la firme de Londres CLOVER INDUSTRIES LTD (trois usines) et depuis 1969 l'entreprise du Pirée-Athènes HELLENIC PACKAGING INDUSTRY SA - E. B. A. (usines à Patras et Salonique), le groupe de Chicago NATIONAL CAN CORP. s'est assuré à Naples le contrôle majoritaire de la firme d'emballages métalliques pour conserves et aérosols SUDBOX-INDUSTRIA CONTENITORI METALLICI SpA, aussitôt transformée en NATIONAL CAN ITALIANA SpA.

(560/41) Le groupe DENAIN-NORD-EST-Longwy SA de Paris (cf. n° 559 p. 41) a cédé sa participation de 12 % dans la CIE FRANCAISE D'ENTREPRISES METALLIQUES-C. F. E. M. SA de Paris (cf. n° 548 p. 19) à sa filiale à 65,14 % USINOR SA (cf. n° 555 p. 28).

C. F. E. M. (capital de F. 50,47 millions) a pour principal actionnaire avec 45,8 % le groupe C. F. E. - CIE FRANCAISE D'ENTREPRISES SA, lui-même affilié pour 20 % à la CIE FINANCIERE DE SUEZ & DE L'UNION PARISIENNE SA (cf. notamment n° 501 p. 35).

PAPIER

(560/42) Premier groupe papetier mondial, INTERNATIONAL PAPER C° de New York (cf. n° 549 p. 29) a installé à La Haye une filiale de porte-feuille et de financement pour l'Europe (notamment), INTERNATIONAL PAPER FINANCE N. V. (capital de Fl. 3,3 millions), dont il partage le contrôle avec sa filiale financière et de gestion pour l'étranger de Nassau/Bahamas INTERNATIONAL PAPER OVERSEAS LTD (minoritaire).

La fondatrice a de nombreuses filiales en Europe, notamment en France (5), République Fédérale (2), Italie (3), Espagne (4), Suisse (1), etc...

PARFUMERIE

(560/42) Animé par M. O. Kolin, le groupe de New York HELENA RUBINSTEIN INC. (cf. n° 547 p. 35) a négocié à Paris, au prix de \$ 24,6 millions, la prise du contrôle à 80 % - sous réserve des autorisations nécessaires - de la société PARFUMS MARCEL ROCHAS SA (cf. n° 201 p. 25), que préside Mme Hélène Rochas, ainsi que l'acquisition du réseau commercial international de cette affaire, constitué de filiales à Bruxelles, Munich, Milan, etc..

HELENA RUBINSTEIN (ventes de \$ 70 millions en 1969) est représentée de longue date à Paris par une filiale sous son nom (capital de F. 5,2 millions).

(560/42) Filiale à Amsterdam de la firme de Rotterdam FIGURFORM N. V. qui, sous contrôle britannique, est animée par M. C. B. Shaw (cf. n° 510 p. 33), la société FIGURLINE INTERNATIONAL N. V. s'est associée avec l'entreprise SHERRI-LYNN SLIMMING SALON N. V. (Amsterdam), majoritaire, pour créer la firme d'exploitation d'instituts de beauté VOTRE LIGNE BENELUX N. V. (capital de Fl. 10.000).

PETROLE

(560/42) Les compagnies françaises de courtage, entreposage et transport de produits pétroliers RHIN & RHONE SA de Lyon et Strasbourg (cf. n° 554 p. 42), STE DES ANCIENS ETS THEVENIN & DUCROT SA (Pontarlier/Doubs) et ETS DURAND FRERES NORD-ESSENCE Sarl (Lille) ont constitué à Paris le GROUPEMENT D'APPROVISIONNEMENT PETROLIER G. A. P., chargé de coordonner leurs activités d'importation, exportation, transports, etc...

Une des récentes initiatives de la première a été la transformation de sa succursale de Kehl en filiale sous le nom de RHEIN & RHONE GmbH (capital de DM. 20.000).

PUBLICITE

(560/43) L'accord de coopération récemment conclu (cf. n° 555 p. 36) entre les agences publicitaires de Düsseldorf WERBEAGENTUR DR. HEGEMANN GmbH et de Vienne PUBLICITAS WERBE GmbH a été complété par la prise par l'agence MULTI NATIONAL PARTNERS INTERNATIONAL ADVERTISING & MARKETING SA de Bruxelles (cf. n° 553 p. 38), à laquelle le partenaire allemand est affilié, d'une participation chez le partenaire autrichien.

L'agence belge a par ailleurs acquis des intérêts dans trois autres agences à l'étranger : EXITO (Lisbonne), FORSYTH ASSOCIATES (Johannesburg) et PROMOTEC (Beyrouth).

(560/43) Des intérêts libanais portés par MM. Pierre El Khoury et Roland Baladi (résidant à Essen-Werden/RFA) et suisses représentés par M. Pierre Magnin (Vevey) ont été à l'origine à Paris, pour respectivement 60 %, 20 % et 20 %, de l'agence (photo, cinéma, techniques audiovisuelles) INTERNATIONAL SELECTED IDEAS & SYSTEMS "ISIS" Sarl (capital de F. 50.000), dont le gérant est M. Robert Hachnel (Paris).

TEXTILES

(560/43) Le groupe britannique ROBERT CLOUGH (KEIGHLEY) HOLDINGS LTD, qu'anime M. Harold P. Clough (cf. n° 538 p. 34), a cédé sa participation dans la filature belge PHILIPPART INTERNATIONAL SA de Tournai (cf. n° 515 p. 32) à son associé dans cette affaire, le groupe de Lambermont DAPHICA-ILE ADAM SA (anc. SA DE L'ILE ADAM-FILATURE DE LAINE PEIGNEE - cf. n° 438 p. 40), qui en a ainsi le contrôle absolu.

DAPHICA-ILE ADAM, présidée par M. A. Lierneux, a également acquis la participation du groupe de Keighley dans leur filiale commune de Barcelone, FISA IBERICA SA, dont la firme locale JAIME RIBÓ SA demeure actionnaire.

(560/43) La coopération liant de longue date les entreprises textiles néerlandaise PERMESS N. V. de Borne (cf. n° 467 p. 37) et allemande L. B. LÜHL & SÖHNE KG (Gemen/Borken) s'est resserrée avec la prise du contrôle de la seconde par la première, qui en apportera les actifs à une entreprise en cours de formation sous le nom de PERMESS GmbH (Gemen).

Filiale paritaire des groupes textiles KON. TEXTIELFABRIEKEN NIJVERDAL-TEN CATE N. V. (Almelo) et BLIJDENSTEIN-WILLINK N. V. (Enschede), l'entreprise néerlandaise possède une filiale (en association symbolique avec ses deux compagnies mères) en Belgique, PERMESS N. V. (Etterbeek-Bruxelles) au capital de FB. 1 million.

(560/44) M. Hilary D. Miller (Londres) a été nommé directeur à Amsterdam de la nouvelle firme de négoce textile NOVI INDUSTRIAL & DESIGN SERVICES N. V. (capital de Fl. 250.000), dont le contrôle est partagé entre les firmes HONGKONG INDUSTRIAL SERVICES LTD (Hong Kong) et TEXTILE RESEARCH ESTABLISHMENT de Vaduz/Liechtenstein (majoritaire).

(560/44) Membre à Paris du groupe STE FONCIERE & FINANCIERE AGACHE-WILLOT SA (cf. n° 558 p. 40) et spécialisée dans la filature et le tissage de jute, la société ETS CARMICHAEL Sarl (cf. n° 495 p. 39) a acquis de la STE DES DALLES & PRODUITS AMIANTES -DALAMI SA de Vernouillet/Yvelines (groupe international ETERNIT SA - cf. n°s 559 p. 20 et 556 p. 18) sa participation de 29,7 % à Paris dans la MANUFACTURE FRANCAISE DE TAPIS & COUVERTURES (cf. n° 535 p. 39).

Celle-ci (ventes nettes de F. 93,25 millions en 1969) se trouve ainsi contrôlée à plus de 83 % par le groupe AGACHE-WILLOT, la filiale à 43 % de celui-ci SAINT-FRERES SA (cf. n° 558 p. 40) y ayant une participation directe de plus de 53 % depuis l'offre publique lancée début 1968 (cf. n° 443 p. 30).

(560/44) L'entreprise textile allemande WESTFÄLISCHE JUTE SPINNEREI & WEBEREI AG (Ahaus) s'est défait de son intérêt de 25 % dans son homologue WILHELM KÜBLER & C° KG de Stadtoldendorf (capital de DM. 6 millions), qui réalise avec un millier d'employés un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de DM. 50 millions et avait jusqu'ici pour autres actionnaires les familles Kübler (45 %) et Wilkening-Stelling (30 %).

L'entreprise d'Ahaus (capital de DM. 10 millions), qui appartient aux familles ter Horst (Rijssen/Pays-Bas) et van Delden, réalise avec 700 salariés un chiffre d'affaires annuel de DM. 35 millions environ. Ses autres intérêts comprennent les firmes de la branche VAN DELDEN & C° GmbH de Loesfeld (100 %), VE-REINIGTE WEBEREI SALZGITTER-STADTOLDENDORF de Stadtoldendorf (25 %), GEBILD- & FROTWEBEREI GEORG RICHTER & C° d'Ahaus (25 %) et BAUMWOLL-SPINNEREI GRONAU de Gronau (31,6 %).

(560/44) Une concentration décidée entre les entreprises de confection et vêtements de pluie d'Amsterdam HOLDINGMIJ. VAN INGEN N. V. et HELFI REGENKLEDING N. V. (cf. n° 189 p. 29) donnera naissance à une affaire du nom de HELFI INTERNATIONAL N. V.

Occupant plus de 750 personnes à son siège ainsi qu'à Leeuwen, Beneden, Vasse, Neede, Enschede, Geesburg et Workum, celle-ci exportera environ 35 % de sa production.



## TOURISME

(560/45) La compagnie américaine OPEN ROAD INTERNATIONAL (St-Louis/Mo.) étudie l'acquisition à Paris, à travers sa filiale STE OPEN ROAD INTERNATIONAL (FRANCE) Sarl (cf. n° 501 p. 39), de l'hôtel St-James & d'Albany. Organisatrice de séjours à forfait aux Etats-Unis, elle est liée au groupe de location automobile HERTZ CORP. de New York (membre du groupe R. C. A. CORP. - cf. n° 557 p. 35) ainsi qu'à la chaîne hôtelière TRAVELODGE CORP. d'El Cajon/Cal. (cf. n° 557 p. 34). Une de ses récentes initiatives à l'étranger a été l'acquisition à Rome de l'hôtel Caesar Augustus.

Plusieurs hôtels de Paris sont récemment passés sous contrôle étranger : le "Lancaster" a été repris en mars 1970 (cf. n° 556 p. 39) par la compagnie de Londres SAVOY HOTEL LTD; la STE DES GRANDS HOTELS ASSOCIES SA ("George V", "Plaza Athénée" et "La Trémouille") est passée en septembre 1968 (cf. n° 488 p. 39) sous le contrôle majoritaire de la compagnie AIRPORT CATERING SERVICES LTD, filiale 60/40 à Londres des groupes FORTE'S (HOLDING) LTD et B. E. A. - BRITISH EUROPEAN AIRWAYS LTD (cf. n° 496 p. 39); la STE DES HOTELS REUNIS SA ("Scribe" et "Lotti") est passée fin 1966 (cf. n° 388 p. 35) sous le contrôle à 52 % du groupe de Londres GRAND METROPOLITAN HOTELS LTD (cf. n° 558 p. 41), ce dernier étant par ailleurs le principal propriétaire du "Carlton" de Cannes et du "Metropole" de Monte-Carlo.

## TRANSPORTS

(560/45) Procédant à une rationalisation de ses intérêts, le groupe CHARGEURS REUNIS SA de Paris (cf. n° 541 p. 43) négocie la prise du contrôle direct de la compagnie aérienne U. T. A. - UNION DES TRANSPORTS AERIENS SA (cf. n° 553 p. 42), jusqu'ici contrôlée à travers sa filiale CIE MARITIME DES CHARGEURS REUNIS SA : celle-ci fera apport de sa participation de 59,69 % (évaluée à F. 77 millions) à la STE DE PARTICIPATIONS AERIENNES & MARITIMES SA, filiale de CHARGEURS REUNIS et destinée à être absorbée par celui-ci.

Pour sa part, MARITIME DES CHARGEURS REUNIS s'apprête à absorber sa filiale (92,88 %) CIE DE NAVIGATION PAQUET SA de Marseille (cf. n° 536 p. 42), récemment transformée en holding après avoir fait apport de l'ensemble de ses actifs commerciaux et immobiliers aux compagnies STE COMMERCIALE & IMMOBILIERE DES CHARGEURS REUNIS SA, CIE FRANCAISE DE CROISIERES SA (toutes deux à Paris), CIE FABRE-STE GENERALE DE TRANSPORTS MARITIMES SA et NOUVELLE CIE DES PAQUEBOTS SA (toutes deux à Marseille), dont elle a ainsi le contrôle.

(560/46) La compagnie de négoce, exploitation et affrètement maritime NEAMAR SHIPPING SA de Genève, que préside M. Bozo Dabinovic, a participé pour 25 % - aux côtés d'intérêts français portés par MM. Hilaire Ambrogi (29 %), Philippe Thierry (19 %), Jean-Pierre Pavie (7 %), britanniques portés par M. Noël-James Reed (résidant au Vésinet/Yvelines) pour 15 %, et grecs portés par M. Antonio Eleftherion (résidant à Paris) pour 50 % - à la création de la compagnie FRANCE MARINE SERVICE Sarl (capital de F. 20.000), que domicilie à Paris la compagnie d'armement ODON DE LUBERSAC SA (cf. n° 208 p. 18).

(560/46) Il entre dans les intentions de la compagnie de location d'automobiles (commerciale et tourisme) STE DE L'ANCIENNE MAISON DUNAND FRARE & SEURAT (S. A. M. D. S.) Sarl (Paris) de consentir un apport partiel d'actifs (fonds de commerce, matériel et stocks) à la société TRANSPORTS AUTOMOBILES INDUSTRIELS & COMMERCIAUX (S. T. A.) SA de Paris (cf. n° 539 p. 45), qui augmentera en conséquence son capital de F. 2,6 millions.

Par ailleurs, S. T. A. va recevoir de la CIE DE NAVIGATION MIXTE SA de Marseille (groupe LA FORTUNE-CIE D'ASSURANCES MARITIMES & TERRESTRES SA - cf. n° 559 p. 48) sa participation de 11,2 % dans la STE GENERALE DES TRANSPORTS DEPARTEMENTAUX-S. G. T. D. SA (Paris), acquise lors de l'absorption par celle-ci de la CIE MEDITERRANEENNE DE TOURISME & DE TRANSPORT-C. O. M. E. T. T. SA (Marseille), filiale de NAVIGATION MIXTE. A l'issue de cette opération, sa participation dans la S. G. T. D. s'élèvera à 31,5 % et son capital sera porté à F. 18,7 millions.

VERRE
-------

(560/46) L'usine de floatglas d'une capacité journalière de 500 t. et réclamant un investissement de DM. 120 millions que le groupe verrier de Paris B. S. N. - BOUSSOIS-SOUCHON-NEUVESEL SA (cf. n° 558 p. 35) a récemment (cf. n° 546 p. 42) décidé de construire à Gelsenkirchen/République Fédérale - en association avec sa filiale (88 % environ) DEUTSCHE LIBBEY-OWENS GESELLSCHAFT FÜR MASCHINELLE GLASHERSTELLUNG AG (DELOG) de Gelsenkirchen et son affiliée pour 27 % (à travers DAHLBUSCH VERWALTUNGS AG) DEUTSCHE TAFELGLAS AG (DETAG) de Fürth - sera exploitée par une filiale commune (un tiers chacun), FLOATGLAS GmbH (Gelsenkirchen), nouvellement formée au capital initial de DM. 20.000 avec pour gérants MM. Wolf von Reis et Otto Stehl.

Le conseil de surveillance de la nouvelle affaire comprend, outre ses gérants, MM. Philippe Daublain et Jacques Roederer (représentant B. S. N.) ainsi que MM. Maximilian von Vopelius et Günter Krüssmann.

(560/47) Les liens unissant de longue date les groupes français CIE DE SAINT-GOBAIN SA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. n° 559 p. 21) et suédois GULLHÖGENS BRUK A/B de Skövde (cf. n° 347 p. 32) ont été renforcés avec la prise par le premier, à travers son holding suisse SAINT-GOBAIN INTERNATIONAL SA (Fribourg) d'un intérêt de 12 % (devant être ultérieurement porté à 15 %) dans le second.

Sous contrôle du groupe de Stockholm INDUSTRIVÄRDEN A/B et lié par des participations minoritaires croisées avec celui de Folköping YTONG A/B (cf. n° 524 p. 14), GULLHÖGENS BRUK, dont la vocation première est l'industrie cimentière, fabrique également sous licence SAINT-GOBAIN des glaces épaisses de doubles vitrages et fibres de verre; en outre, il partage (60/40) avec le groupe français le contrôle de l'entreprise GULLHOEGENS MINERALLULL A/B de Söraku (ciment portland) mais lui a repris, subséquemment à la nouvelle opération, sa participation de 40 % dans la société GULLFIBER A/B (fibres de verre).

Une filiale absolue de cette dernière, la firme de matériaux d'insonorisation BILSON INTERNATIONAL A/B (Billesholm) s'est dernièrement (cf. n° 544 p. 19) donnée elle-même une filiale en République Fédérale, BILSON INTERNATIONAL GmbH (capital de DM. 20.000), dont les gérants sont MM. Thomas Funck (Gumslöv/Suède), Bo Rydin (Skövde), Malte Johansson (Billesholm) et Richard Kordowsky (Bad Schwartau/R. F. A.).

SAINT-GOBAIN s'apprête à rationaliser ses intérêts verriers en Italie (cf. n° 519 p. 37) - où sa principale filiale industrielle est à Milan la VETRERIA ITALIANA BALZARETTI MODIGLIANI SpA (usine à Besana in Brianza) - en faisant absorber sa succursale de glacerie "FABBRICA PISANA DI SPECCHI & LASTRE COLATE DI VETRO DELLA CIA DI SAINT-GOBAIN" (usines à Pise et Caserta - cf. n° 457 p. 32) par la filiale de portefeuille de Turin STA PARTECIPAZIONI VETRARIE-S. P. V. SpA. Transformée en FABBRICA PISANA SpA, celle-ci transfèrera son siège à Pise.

(560/47) L'association récemment conclue (cf. n° 548 p. 32) aux Pays-Bas pour l'exploitation près de Brunssum d'une carrière de sables quartzeux pour l'industrie verrière entre le groupe charbonnier néerlandais N. V. MIJ. TOT EXPLOITATIE VAN LIMBURGSCH STEENKOLENMIJNEN (ORANJE NASSAU MIJNEN) de Heerlen et l'entreprise allemande de sables et graviers quartzeux WESTDEUTSCHE QUARZWERKE DR. MÜLLER GmbH (Darsten) a donné naissance à Heerlen à une filiale 65/35, SIGRANO NEDERLAND N. V. au capital autorisé de Fl. 15 millions (libéré de 20 %), dont le conseil est composé de MM. Deckers, Debets, Müller, Wienke et Soulez.

DIVERS

(560/48) Membre depuis 1968 à Paris du groupe de New York W.R. GRACE & C° (cf. n° 557 p. 34), la CIE DES RESTAURANTS JACQUES BOREL SA a négocié l'absorption de sa filiale (50,8 %) STE CAFE BIARD SA (Paris), dont les actifs, évalués (bruts) à F. 41,5 millions, seront rémunérés par une augmentation à F. 40,4 millions de son capital.

Une des récentes initiatives de la compagnie absorbante à l'étranger a été la création d'une filiale à Bruxelles, STE GENERALE BELGE DE RESTAURATION SA (capital de FB. 2 millions).

(560/48) Des intérêts français portés par M. Robert Fourré (Bordeaux) pour 51 % ainsi que belges portés par M. & Mme Brits (Auderghem) pour 20 % et la famille Felix (Grott-Bijgaarden) pour 29 % ont été à l'origine à Jette-Bruxelles de l'entreprise SA UNA EQUIPEMENT SA (capital de FB. 1 million), que préside M. Fourré et qui a pour objet la conception et la fabrication d'appareils de relaxation, sauna et chalets-sauna.

(560/48) Animée par MM. Bernardus M. Pon et Anton van Drumpt et chargée de la représentation générale et de l'importation aux Pays-Bas du groupe caoutchoutier allemand CONTINENTAL GUMMI-WERKE AG (cf. n° 558 p. 40), la firme d'Amersfoort CONTINENTAL RUBBER N. V. (capital porté à Fl. 1,5 million fin 1965) a créé à son propre siège une filiale immobilière, CONROGOED N. V. (capital de Fl. 250.000), dirigée par M. van Drumpt.

(560/48) Filiale 61/39 à Paris des groupes français FACEJ-FORGES & ATELIERS DE CONSTRUCTIONS ELECTRIQUES DE JEUMONT SA (affilié au groupe belge EMPAIN - cf. n° 528 p. 23) et SCHNEIDER SA (cf. n° 554 p. 34), l'entreprise électromécanique JEUMONT-SCHNEIDER SA (cf. n° 557 p. 17) s'est dotée à son siège d'une filiale de fabrication et négoce de bateaux de plaisance et matériels annexes. Présidée par M. Yves Poirier, la nouvelle INTERNAUTIC-FRANCE SA est au capital de F. 100.000.

---

INDEX DES PRINCIPALES SOCIETES CITEES.

Africa-Europe Trading	P. 24	Delachaux & Niestle	P. 30
Akzo	22	Denain-Nord-Est-Longwy	41
Alspi	36	Denison Mines	33
Assicurazioni d'Italia	36	Dextura	19
Audi NSU Auto-Union	17	Dictaphone	32
Auto Sport Luxembourg	17	Discatron	32
Bache & C°	36	Dresser Industries	29
Bam Ver. Bedrijven	19	Dubai Bank	35
Banco Loria	36	Elf Iberica	20
Bank & Assurantie Associatie	35	Elvifrance	30
Bank Mees & Hope	35	Enka Glanzstoff	22
Bank of Nova Scotia	35	Etilen-Sarda	23
Banque de l'Indochine	36	Eurotrainer	25
Banque Lambert	35	Figurline International	42
Banque de l'Union Européenne	35	Fininfor	32
BASF	22-33	Fleury & Michon (Ets)	39
Bayerische Berg-, Hutten- & Salzwerke	40	Floatglas	46
Böeving	25	Flohr Bank (Wilh.)	34
Bosch (Robert)	18	Forcom International	29
Boussois-Souchon-Neuvesel	46	Fortuna-Werke Maschinenfabrik	28
Brown & Associates (R. J.)	33	Française d'Entreprises Métalli- ques (Cie)	41
Bruxelloise d'Auto-Transports	17	Française de Périodiques (Cie)	30
Cablo	41	France Marine Service	46
Carlsberg Bryggerierne	38	Funderingstechniek Nederland	19
Carmichael (Ets.)	44	Generale Alimentaire	39
Carrefour Supermarché	24	Groupeement d'Approvisionnement	
Cassella Farbwerke Mainkur	22	Pétrolier	42
Centrale Ardennaise de Béton	20	Gullhøgens Bruk	47
Cetrim-Purle	34	Hachette	29
Champagne Mercier	39	Hambros Bank	35
Chargeurs Réunis	45	Helfi International	44
Cipal	37	Henkel	21
Clofis	32	Henninger Brau	38
Cointreau	37	Hoechst	22
Cometall	40	Hollandse Scheepsbouw Mij.	29
Comobe	20	Holzmann (Philipp)	19
Continental Gummi-Werke	48	Hughes Aircraft	30
Couleurs-Paris	23	Ilseeder Hütte	40
Crédit Commercial de France	36	Informat Systems (Sté)	29
Crédit Suisse	34	Interdata	31
Cybernetics International	31	International Paper	42
Daphica-Ile Adam	43	Internationale Europcars (Cie)	19
DBO	31		

Internationale pour l'In-		Radyne	25
formatique (Cie)	32	Rank Organisation (The)	32
Int. Selectec Ideas & Systems	43	Raout	24
Internautic-France	48	RCA Corp.	31
Interunion-Handel	24	Renault	18-27-28
Jeumont-Schneider	48	Repco	18
Jones, Lang, Wotton	19	Restaurants Jacques Borel	48
Kohlefabrikate-Verwaltung	22	Rheinhold & Mahla	21
Komatsu	28	Rhin & Rhone	42
Krug & Cie	37	Ringsdorff Investment	22
Kubler & Cie (Wilhelm)	44	Roha	23
Laffont (Robert)	30	Röhm & Haas	23
Lansalot	17	Römer (Hans)	18
Lesieur	21	Rubinstein (Helena)	42
Linde	27	Rumianca	23
Lion Oil Tool Holding	29	Saint Gobain	47
Lurgi	33	Salev	28
Luyben (L.)	17	Salz gitter	40
Maharashta Europe	24	S. A. M. E. T. O.	28
Mannesmann	41	Sapim	25
Manufacture Française de Tapis		Schering Solvay Duromer Chemie	23
et Couvertures	44	Schneider-Radio Television	32
Messerschmitt-Bölkow-Blohm	25	Siamna	39
Mitsui	35	Siemens	31
Moët & Chandon	39	Sigrano Nederland	47
Monte (Del)	37	Siirtec	29
Multi National Partners	43	S. M. A. T. P.	28
National Can	41	S. N. E. P. I. C.	30
Neamar Shipping	46	Snia	25
Norddeutsche Affinerie	41	Sofal	34
Norsk Hydro-Electrik	33	Solvay	23
North West Engineering	20	Somiren	33
Novi Industrial & Design		Sperac	32
Services	44	Spl r	30
Oil Tool Repair C° Italiana	29	Sprecher & Schuh	26
Olida & Caby Associes (Sté)	39	Sterebond Vertrieb	22
Open Road	45	Sucrerie & Distillerie Agricole	
P. A. Management	24	de Lizy-sur-Ourcq	39
Parfums Marchel Rochas	42	Teledyne Continental Motors	27
Permess	43	Telerent	26
Philippart International	43	Thorn Electrical Industries	26
Poliet & Chausson	19	Thyssen	41
Presse Union	30	Time Inc.	30
Promecam	27	Usinor	41
Prouvost	30	U. T. A.	45
Publicitas Werbe	43	Volkswagenwerk	17
		Westinghouse Electric	26
		Zarges-Leichtmetallbau	40